

A large, stylized graphic of a sun or light source, composed of a dense pattern of black dots, is positioned in the upper right quadrant of the cover.

BUDGET INITIAL

2019

Conseil d'administration du 14 décembre 2018



Préambule

Budget 2019 : la poursuite d'une politique volontariste pour notre établissement

Le budget 2019 reflète notre volonté de renforcer et de développer encore notre établissement pour un service public d'enseignement et de recherche ambitieux. Il permet de consolider les dispositifs mis en place depuis 2016 et de développer de nouveaux projets, conformément aux orientations budgétaires débattues en Conseil d'administration en mai 2018.

Ce budget permet de soutenir fortement la politique de recherche, et cela se traduit notamment par :

- Une nouvelle augmentation de 15% de la dotation globale des laboratoires, qui s'ajoute à l'augmentation de 25% décidée en 2018
- Le doublement du nombre de CRCT au titre de l'établissement par rapport à 2017
- La création de plusieurs postes d'agents titulaires au sein de la DRED (pour développer la politique de valorisation de la recherche) et des laboratoires
- Une meilleure reconnaissance des responsabilités des directeur/trices d'unités grâce au nouveau référentiel

- Des travaux conséquents sur les réseaux informatiques à la MOM et sur le site Berthelot (MSH et laboratoires Lyon 2) et le lancement du projet K-ouest sur PDA qui permettra d'offrir de meilleures conditions de travail aux laboratoires ERIC, EMC et CRPPC

Ce budget permet d'accueillir des étudiant.es plus nombreux, de favoriser leur réussite et d'encourager la formation tout au long de la vie, notamment grâce à :

- Un ensemble cohérent de dispositifs d'accueil, d'orientation, et d'accompagnement collectif et individualisé : dispositif CLEFS, création de directions d'études, renforcement du parrainage/marrainage, ...
- L'amélioration des conditions d'études : lancement des travaux pour la construction du Learning Centre sur PDA, maintien des horaires d'ouverture étendus pour la BU Chevreul malgré l'extinction progressive des financements du plan PBO, transformation du SUMPPS en centre de santé, création d'une épicerie solidaire, mise en œuvre du Schéma Directeur du Handicap adopté en Conseil d'administration en novembre 2018
- Un soutien renforcé à la mobilité internationale avec la mise en place d'aides complémentaires aux bourses existantes
- La mise en place de Congés pour Projets pédagogiques (équivalent des CRCT dans le domaine de la formation) pour les enseignants à compter de la rentrée 2019, avec un premier appel encourageant les projets centrés sur la formation continue et les licences professionnelles.
- Une réorganisation et un renforcement en personnels du Service commun de la formation continue et l'affectation de nouveaux personnels dédiés à la formation continue en composantes.

Ce budget amplifie notre programme d'amélioration durable des conditions de travail et d'études, grâce à un investissement tout particulier dans le patrimoine et les systèmes d'information. De nombreuses études sont lancées et aboutiront à d'importantes phases de travaux en 2020, mais 2019 verra déjà de nombreux projets débiter ou aboutir, dont :

- La poursuite des travaux Plan Campus sur BDR dans de meilleures conditions, grâce à la location de locaux complémentaires
- Le lancement des travaux du Learning centre
- L'amélioration des équipements sportifs, avec notamment le passage d'un terrain en gazon synthétique et la poursuite des études de la Maison des sports
- Le renouvellement complet de la signalétique sur les campus
- La rénovation du système de chauffage sur la campus PDA

- La poursuite du déploiement du wifi
- La fin du remplacement complet du système téléphonique
- Le renforcement du parc informatique avec l'attribution systématique d'ordinateurs aux enseignants
- La modernisation par le renouvellement et l'acquisition de logiciels métiers

Ce budget permet enfin de renforcer les services, composantes et laboratoires, grâce à la poursuite d'une politique ambitieuse pour les personnels passant par :

- La prolongation de l'effort de déprécarisation (transformation de nombreux postes actuellement à temps non complet ou non titulaires en postes à temps complet et/ou titulaires)
- Des créations de postes BIATSS (notamment à la DSI, dans le domaine de la formation continue et celui de la recherche)
- La création aussi, pour la première fois depuis de nombreuses années, de postes d'enseignant.es et d'enseignant.es chercheur.es.

Sommaire

1.	NOTE DE PRESENTATION SYNTHETIQUE	8
1.1.	PRINCIPAUX CHIFFRES.....	8
1.1.1.	En GBCP (budget en encaissements et décaissements).....	8
1.1.2.	En droits constatés.....	8
1.2.	ANALYSE DES DEPENSES	9
1.2.1.	En GBCP (budget en encaissements et décaissements).....	9
1.2.2.	En droits constatés.....	10
1.3.	ANALYSE DES RECETTES	10
1.3.1.	En GBCP (budget en encaissements et décaissements).....	10
1.3.2.	En droits constatés.....	11
2.	ANALYSE FINANCIERE	12
2.1.	INDICATEURS FINANCIERS ET RATIOS.....	12
2.1.1.	Synthèse des principaux indicateurs.....	12
2.1.2.	Le résultat net comptable.....	13
2.1.3.	La capacité d'autofinancement (CAF).....	14
2.1.4.	Le fonds de roulement (FdR).....	15
2.1.5.	L'autofinancement de l'investissement.....	16
2.1.6.	La part des ressources propres.....	16
2.1.7.	Le taux de rigidité des dépenses.....	17
2.1.8.	L'évolution du solde budgétaire.....	18
2.1.9.	L'évolution de la trésorerie.....	18
2.2.	BUDGET EN ENCAISSEMENTS ET DECAISSEMENTS (GBCP)	20
2.2.1.	Principaux chiffres du budget initial.....	20
2.2.2.	Recettes globalisées et recettes fléchées	21
2.2.3.	Recettes à l'encaissement par origine	22
2.2.4.	Recettes propres de l'établissement.....	23
2.2.5.	Dépenses en GBCP.....	23
2.2.6.	Dépenses de fonctionnement par destination.....	25
2.2.7.	Dépenses d'investissement par destination	27
2.2.8.	Dépenses de personnel, masse salariale et ETPT.....	28
2.2.8.1.	Dépenses de personnel par destination.....	28
2.2.8.2.	Masse salariale par catégorie d'emploi.....	29
2.2.8.3.	Masse salariale par typologie de rémunération.....	30
2.2.8.4.	Masse salariale par facteur d'évolution.....	31
2.2.8.5.	Plafond d'emploi et ETPT de la masse salariale.....	32
2.3.	BUDGET EN DROITS CONSTATES.....	33
2.3.1.	Principaux chiffres du budget initial.....	33
2.3.2.	Recettes	34
2.3.3.	Dépenses en droits constatés.....	35
3.	ANNEXES.....	37

Le décret du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), a apporté trois grandes évolutions dans l'approche de la situation financière des établissements publics :

- *La mise en œuvre d'une **comptabilité budgétaire distincte de la comptabilité générale** :*

Pour rappel, la comptabilité générale enregistre les opérations de dépense seulement lors de la certification du service fait par l'ordonnateur, moment qui constate la naissance d'une dette à l'égard d'un tiers, on parle alors de « droit constaté ». Ce même principe s'applique pour les recettes.

*La comptabilité budgétaire est quant à elle impactée en deux temps : d'une part, en amont, dès l'engagement juridique de l'établissement, ce qui se traduit par l'enregistrement d'une **autorisation d'engagement (AE)** et d'autre part, en aval, lors de son règlement au fournisseur, par la constatation d'un **crédit de paiement (CP)**.*

De façon prudentielle, l'enregistrement de la recette n'est réalisé que lors de son encaissement effectif, plus précisément lors du rapprochement de cet encaissement avec la facture prise en charge.

- *L'**approche pluriannuelle** qui en découle :*

Le mode d'enregistrement en comptabilité budgétaire, en séparant dans le temps le fait générateur (AE) de sa réalisation effective (CP), permet un suivi pluriannuel des dépenses. Cela offre une vision plus dynamique de l'exécution budgétaire en autorisant une reprogrammation des crédits en fonction de l'avancement des projets, tandis que jusqu'alors ce suivi ne pouvait s'opérer que par le mécanisme des reports. Cela est particulièrement sensible pour évaluer les effets des contrats pluriannuels ou des opérations de travaux.

- *Une **analyse de la soutenabilité** désormais essentiellement basée sur une logique de **trésorerie** :*

S'appuyant largement sur les impacts en termes d'encaissement et de décaissement, la comptabilité budgétaire comporte donc une forte dimension trésorerie. Alors que l'appréciation de la situation financière d'un établissement portait jusqu'alors uniquement sur l'analyse d'agrégats comptables en droits constatés (résultat, CAF, variation du FR), l'examen du niveau de trésorerie au regard des engagements vient désormais très largement compléter cette approche.

***Les écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale** sont parfaitement logiques et proviennent de quatre natures d'opérations :*

- *Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur l'exercice et qui sont de ce fait retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;*
- *Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, les provisions et reprises sur provisions, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs... ;*
- *Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, factures de l'exercice non soldées au 31 décembre ou paiement de factures de l'exercice précédent ;*

- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Le retraitement de ces opérations permet de passer du résultat comptable au solde budgétaire et inversement.

- *Le BI signifie le Budget Initial. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.*
- *Le BR signifie le Budget Rectificatif. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial. Généralement, afin d'avoir une bonne lecture des conventions et du projet pluriannuel d'investissement (PPI), un BR de reprogrammation est positionné en fin d'exercice et un BR de report a lieu, après la réalisation du compte financier de l'année précédente, en début d'exercice.*

1. Note de présentation synthétique

1.1. Principaux chiffres

- Les dépenses et les recettes font l'objet d'une analyse plus détaillée dans la suite du document.

1.1.1. En GBCP (budget en encaissements et décaissements)

tableau 2	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI19	BI 2019
Autorisations d'engagement (AE)	135 960 221 €	104,3%	-2,3%	132 854 792 €	98,0%	11,5%	148 100 642 €	140 460 738 €	14,9%	161 350 518 €
Crédits de paiement (CP)	135 411 441 €	95,3%	-1,8%	132 912 421 €	96,7%	8,0%	143 570 255 €	138 995 411 €	10,4%	153 515 778 €
Restes à payer (Différence AE-CP)	548 780 €	-4,7%		-57 629 €	3,1%		4 530 387 €	1 465 327 €		7 834 740 €
Encaissements	139 843 979 €	100,5%	-2,2%	136 770 413 €	99,2%	1,4%	138 681 490 €	140 977 641 €	5,0%	148 009 418 €
Solde budgétaire (encaissements - CP)	4 432 538 €	-152,2%		3 857 992 €	1108,7%		-4 888 765 €	1 982 230 €		-5 506 360 €

NB : les taux d'exécution des tableaux présentés dans ce rapport sont calculés au regard du budget initial

Le solde budgétaire prévisionnel pour 2019 à - 5,5 M€ (- 4,9 M€ au BI 2018) s'explique par un montant prévisionnel de crédits de paiement (CP) de 153,5 M€ et une prévision d'encaissements de 148 M€ (+ 5% par rapport au BR2 2018 ; + 8% par rapport au Compte financier - CF - 2017).

Les autorisations d'engagement (AE) s'élèvent à 161,3 M€ (+ 15% par rapport au BR2 2018 ; + 21% par rapport au CF 2017).

La variation de la trésorerie est de -5,5 M€. La trésorerie est de 42,8 M€ (111 jours de fonctionnement).

1.1.2. En droits constatés

tableau 6	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Dépenses (*)	141 185 633 €	96,8%	-1,1%	139 575 017 €	97,0%	7,5%	150 070 255 €	145 895 411 €	10,0%	160 415 778 €
Recettes (*)	146 939 643 €	103,8%	-5,7%	138 512 720 €	98,2%	2,5%	141 981 490 €	144 557 641 €	4,9%	151 589 418 €
Résultat	7 480 348 €	1004,2%	-28,9%	5 320 458 €	341,5%	-82,7%	921 418 €	4 602 496 €	-85,3%	675 697 €
CAF	9 604 994 €	262,6%	-11,7%	8 478 936 €	181,4%	-51,4%	4 121 418 €	7 922 496 €	-49,6%	3 995 697 €
FDR	33 762 643 €	187,4%	6,2%	35 858 824 €	133,8%	-26,2%	26 461 079 €	37 841 054 €	-14,6%	32 334 694 €
FDR (jours)	98	187,4%	4,6%	103	138,6%	-29,8%	72	104	-19,4%	84

(*) Dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement

Le projet de BI 2019 s'établit à **160,4 M€ de dépenses** (+ 14,5 M€, soit + 10% par rapport au BR2 2018). Cette variation s'explique par :

- Une augmentation des **dépenses de fonctionnement** de 9,4% (2,4 M€) qui illustre l'effort poursuivi d'améliorer les conditions d'accueil des étudiants tout en modernisant les outils de travail des personnels de l'Université.
- Une augmentation des **dépenses de personnel** de 4,9% (5,5 M€)
- Une augmentation des **dépenses d'investissement** de 85,2 % (6,7 M€) liée principalement au projet immobilier Learning Centre

Les recettes s'élèvent à 151,6 M€ (+ 7 M€, soit + 4,9% par rapport au BR2 2018) :

- 146,6 M€ pour les **recettes de fonctionnement**, ce qui permet de dégager un **résultat positif de 0,7 M€**
- 5 M€ pour les **recettes d'investissement**, ce qui se traduit par un prélèvement sur le fonds de roulement

Le **niveau de fonds de roulement** prévisionnel est en diminution de 20 jours de fonctionnement par rapport au niveau prévu au BR2 2018. Il reste toutefois à un très bon **niveau à 84 jours**.

1.2. Analyse des dépenses

1.2.1. En GBCP (budget en encaissements et décaissements)

tableau 2 (CP)	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Personnel	109 628 614 €	100,1%	1,9%	111 753 130 €	98,5%	2,8%	114 855 988 €	114 382 967 €	4,9%	119 933 985 €
Fonctionnement	13 798 746 €	89,6%	-0,8%	13 692 534 €	82,9%	25,0%	17 113 344 €	16 781 438 €	13,7%	19 079 736 €
Investissement	11 984 081 €	69,7%	-37,7%	7 466 757 €	99,7%	55,4%	11 600 923 €	7 831 006 €	85,2%	14 502 057 €
TOTAL	135 411 441 €	95,3%	-1,8%	132 912 421 €	96,7%	8,0%	143 570 255 €	138 995 411 €	10,4%	153 515 778 €

Les **principales différences entre les formats GBCP et les droits constatés** sont les dépenses non budgétaires : les amortissements et provisions en fonctionnement (6,9 M€).

Par ailleurs, les dépenses liées au compte 633 impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations, inscrites en masse de personnel (CP) en comptabilité budgétaire, sont depuis le BR2 2018 inscrites en charges de fonctionnement (droits constatés) en comptabilité générale (1,46M€).

1.2.2. En droits constatés

tableau 6	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Masse salariale	109 240 027 €	99,8%	2,0%	111 378 285 €	98,1%	3,1%	114 855 988 €	112 987 495 €	4,9%	118 470 790 €
Fonctionnement	19 863 013 €	102,4%	3,6%	20 587 095 €	90,1%	14,7%	23 613 344 €	25 076 910 €	9,4%	27 442 931 €
Investissement	12 080 526 €	71,3%	-37,0%	7 609 638 €	101,6%	52,5%	11 600 923 €	7 831 006 €	85,2%	14 502 057 €
TOTAL	141 183 566 €	96,8%	-1,1%	139 575 017 €	97,0%	7,5%	150 070 255 €	145 895 411 €	10,0%	160 415 778 €

Les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à 27,5 M€, soit une augmentation de 2,4 M€ par rapport aux prévision du BR2 2018.

Les **dépenses d'investissement** s'élèvent à 14,5 M€ soit une augmentation de 6,7 M€ par rapport au BR2 2018.

Les **dépenses de personnel** s'élèvent à 118,5 M€ (+ 4,9% comparativement au BR2 2018).

Par ailleurs, les **dépenses décaissables** augmentent de 7,8M€ (6%) par rapport au BR2 2018.

1.3. Analyse des recettes

1.3.1. En GBCP (budget en encaissements et décaissements)

Le montant total des **recettes prévisionnelles au titre de 2019 s'élève à 148 M€** (+5% par rapport au BR2 2018 et + 8% par rapport au réalisé 2017).

La **Subvention pour Charges de Service Public (SCSP)** inscrite au BI 2019 à 119,3 M€ représente 80,6% des recettes. Elle évoluerait ainsi d'1,2 M€ par rapport au BR2 2018 (+1%) du fait des dernières mises en œuvre de la loi Sauvadet (+234 K€), du complément PPCR (Parcours professionnels carrières et rémunérations ; +400 K€) et d'une augmentation au titre de la loi ORE (orientation et réussite des étudiants ; +488 K€).

Les **ressources propres de l'établissement**, entendues comme l'ensemble des recettes encaissables hors SCSP, telles que définies par le ministère, constituent l'ensemble des recettes générées par les activités de l'université.

Elles sont composées des enveloppes suivantes :

- **Autres financements de l'Etat** : 0,7 M€
- **Autres financements publics** (ANR, Région, UE, ...) : 10,2 M€
- **Autres recettes propres** (droits d'inscription et contribution à la vie étudiante et de campus -CVEC-, Formation Continue, Valorisation, Taxe d'apprentissage, ...) à 12,9 M€ correspondant à 9% des recettes encaissables.

A ces recettes propres d'activité s'ajoutent 5 M€ de recettes fléchées d'investissement de l'Etat et des collectivités.

1.3.2. En droits constatés

	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Recettes de fonctionnement	136 583 388 €	105,4%	0,5%	137 285 837 €	99,6%	1,5%	139 390 750 €	142 666 901 €	2,7%	146 589 418 €
Recettes d'investissement	10 356 255 €	86,6%	-88,2%	1 226 883 €	38,8%	111,2%	2 590 740 €	1 890 740 €	164,4%	5 000 000 €
TOTAL	146 939 643 €	103,8%	-5,7%	138 512 720 €	98,2%	2,5%	141 981 490 €	144 557 641 €	4,9%	151 589 418 €

Les **recettes prévisionnelles 2019 en droits constatés s'élèvent à 151,6 M€** et sont supérieures de 4,9% à celles inscrites au BR2 2018 (+ 9,2% comparativement au réalisé 2017). Cette augmentation de 7 M€ se décompose comme suit : 3,9 M€ de recettes de fonctionnement et 3,1 M€ de recettes d'investissement.

Les **recettes de fonctionnement** sont en augmentation de 2,7% (3,9 M€) par rapport au BR2 2018 (+6,7% par rapport au réalisé 2017). Cette évolution provient de la SCSP mais aussi très largement du développement de projets de l'établissement, donc des ressources propres (+13% ; +2,7 M€).

Les **recettes d'investissement de 5 M€** (+3,1 M€ comparativement au BR2 2018) sont intégralement consacrées au financement du bâtiment Learning Centre.

La différence entre les recettes en droits constatés et les encaissements s'élève à 3,58 M€. Cela correspond à la quote-part des subventions d'investissement (neutralisation de l'amortissement) qui ne sont pas des opérations budgétaires. Par conséquent, elles ne sont pas retracées dans les encaissements.

2. Analyse financière

2.1. Indicateurs financiers et ratios

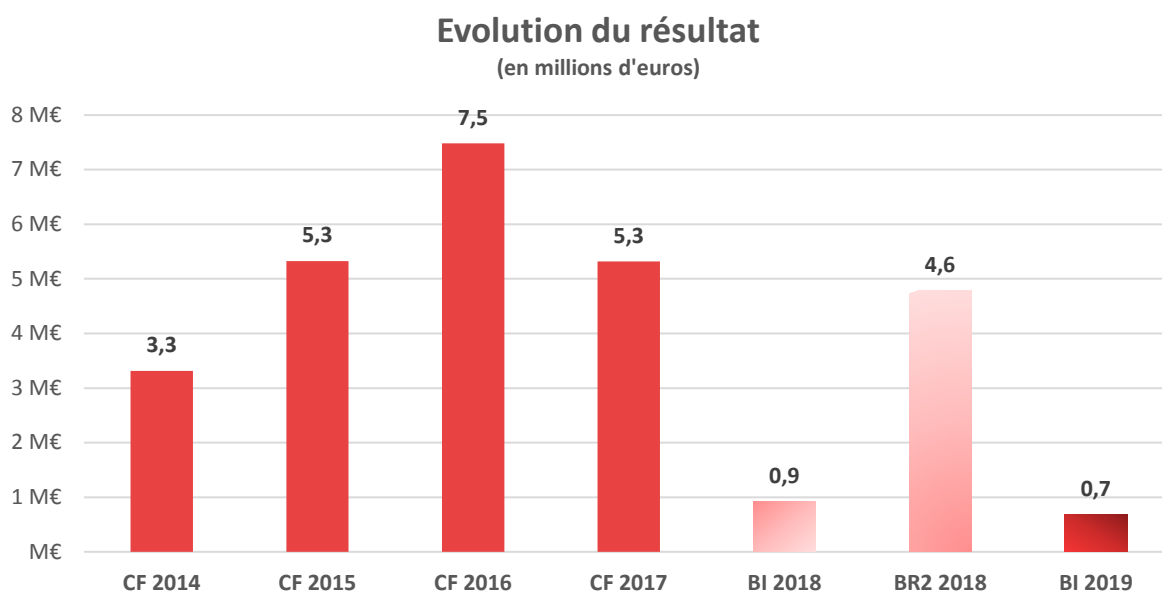
2.1.1. Synthèse des principaux indicateurs

indicateur	mesure	seuil de vigilance seuil d'alerte	CF 2015	CF 2016	CF 2017	BR2 2018	BI 2019
Equilibre financier							
Résultat net comptable (en M€)	comptes classe 7 - comptes classe 6	alerte < 0	5,3	7,5	5,3	4,6	0,7
Capacité d'autofinancement (CAF) (en M€)	produits encaissables - charges décaissables	alerte < 0	8,4	9,6	8,5	7,9	4,0
CAF / Produits encaissables (en %)	CAF / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0,5 < vigilance < 1	6,4	7,2	6,3	5,7	2,8
Cycle d'exploitation							
Fonds de roulement net global (en M€)	ressources stables - emplois stables	alerte < 0	25,9	33,8	35,9	37,8	32,3
Fonds de roulement en jours de charges décaissables	(FdR / charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	75,7	98,4	102,9	103,9	83,7
Besoin en fonds de roulement (en M€)	Actif circulant – Dettes circulantes		-9,5	-9,2	-10,5	-10,5	-10,5
Trésorerie (en M€)		alerte < 0	35,4	42,9	46,4	48,4	42,9
Trésorerie en jours de charges décaissables	(Trésorerie / Charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	103,6	125,0	133,1	132,8	111,0
Financement de l'activité							
Charges décaissables / Produits encaissables (en %)	(Charges – Charges non décaissables) / Produits encaissables	98 < vigilance < 100 < alerte	93,6	92,8	93,7	94,3	97,2
Taux de rémunération des permanents (en %)	Masse salariale permanents (titulaires + CDI) / Total Masse salariale	83 < vigilance < 85 < alerte	79,7	79,7	80,5	81,0	81,0
Dépenses de personnel / Produits encaissables (en %)	Total masse salariale / Produits encaissables	82 < vigilance < 83 < alerte	82,6	82,0	83,1	81,2	82,8
Ressources propres / Produits encaissables (en %)	Ressources propres (produits encaissables hors SCSP) / Produits encaissables	alerte < 13 < vigilance < 15	14,8	14,8	12,9	15,1	16,6
Autofinancement des investissements							
CAF / Acquisitions d'immobilisations (en %)	CAF / Dépenses d'investissement	alerte < 20 < vigilance < 30	71,4	79,5	111,4	101,2	27,6
Indicateurs GBCP							
Solde budgétaire (M€)	encaissements - crédits de paiement		6,0	7,9	2,1	2,0	-5,5

2.1.2. Le résultat net comptable

- **Le résultat net comptable** correspond au bénéfice ou au déficit de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Calcul : Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) - Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)



Le résultat prévisionnel pour 2019 s'élève à 0,675 M€. Il est en diminution de 85% par rapport au BR2 2018 (-27% par rapport au BI 2018). Ceci s'explique par une augmentation plus importante des dépenses de fonctionnement et de personnel (+6%, +7,8 M€) que celle des recettes de fonctionnement (+2,8%, +3,9 M€).

Ce résultat prévisionnel est à nuancer au regard des projections antérieures et des résultats réalisés. En effet, au titre de l'année 2017, le résultat budgétisé était affiché à 1,5 M€, alors que le réalisé s'est élevé à 5,3 M€. Cette même tendance est observée pour 2018 entre les projections du BI (0,9M€) et du BR2 (4,6 M€).

Cet indicateur, constamment positif, se situe au-delà du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe à 0.

2.1.3. La capacité d'autofinancement (CAF)

- *La capacité d'autofinancement (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.*

Calcul (méthode additive) :

Résultat Net Comptable

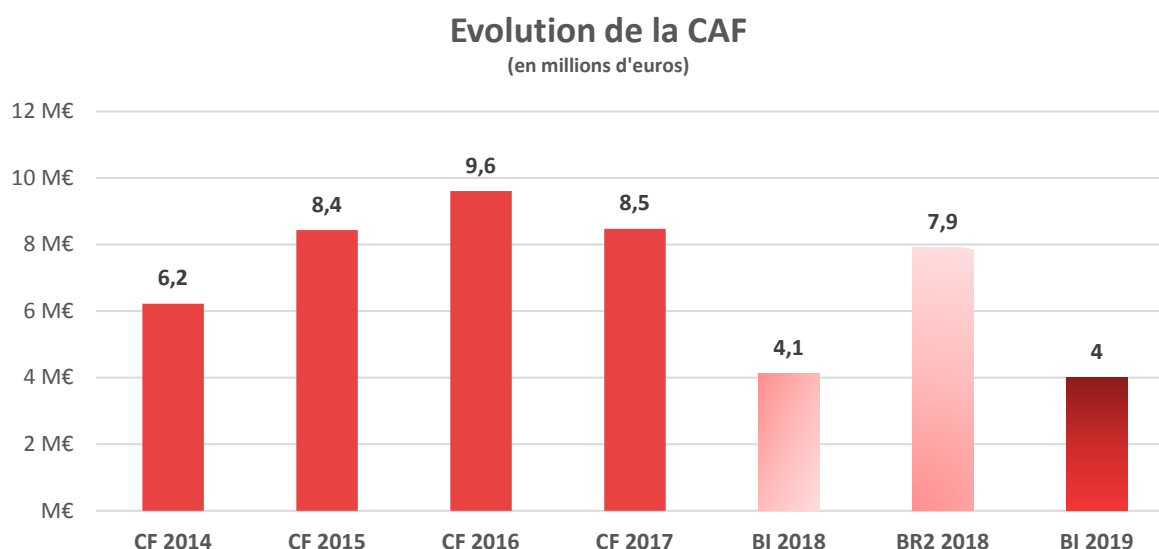
+ Charges calculées (amortissements et provisions)

- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)

+ Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés

- Produits de Cession d'éléments d'Actif

- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice



La CAF prévue au BI 2018 s'élève à 3,99 M€ et est légèrement inférieure à celle affichée au BI 2018 (4,12M€).

La donnée s'inscrit dans la tendance constatée aux budgets initiaux 2016 et 2017. La forte variation négative de 3,94 M€ par rapport au BR2 2018 s'explique par la baisse conséquente du résultat prévisionnel (-3,9 M€).

Cet indicateur constamment positif se situe au-delà du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe à 0. Une diminution de la CAF sur la durée aurait pour conséquence de limiter la capacité d'investir et/ou une diminution du fonds de roulement.

Le ratio CAF / produits encaissables à 2,8%, supérieur au seuil de vigilance du ministère fixé à 1%, traduit une capacité d'autofinancement constante (3% au BI 2018 et 6,3% au CF 2017).

2.1.4. Le fonds de roulement (FdR)

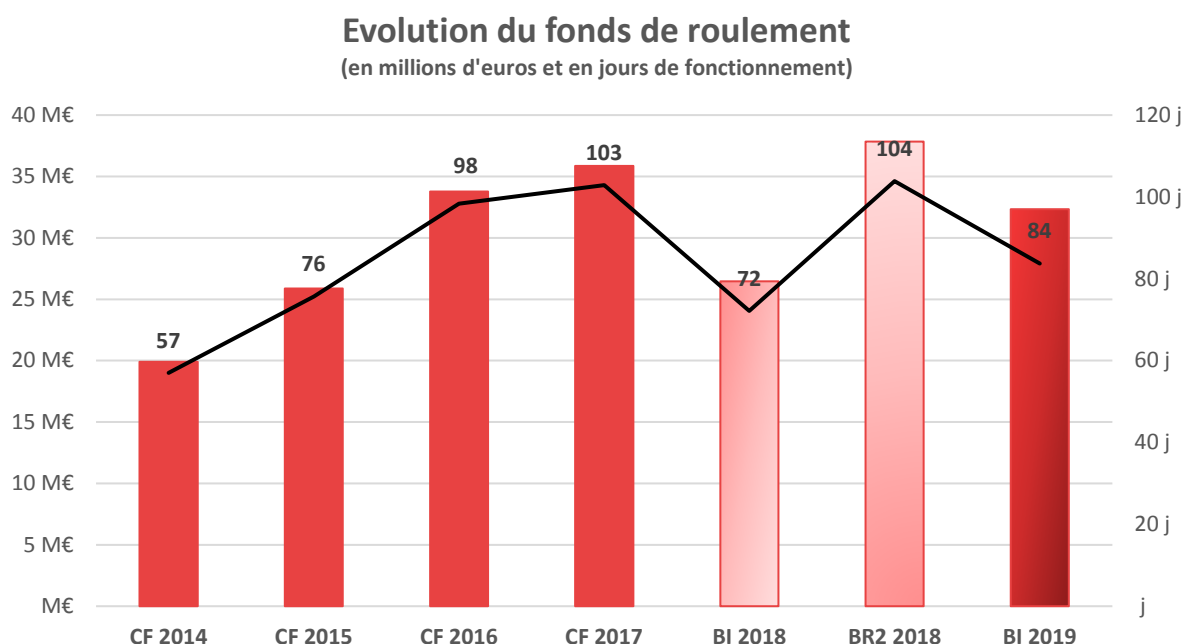
- *Le fonds de roulement constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.*

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) - Actifs stables (actif immobilisé)

Calcul (exprimé en jours de fonctionnement) = (FdR / Charges décaissables) X 360



Avec un prélèvement de 5,5 M€ prévu au BI 2019, le niveau de fonds de roulement à fin 2019 s'élève à 32,3 M€, soit 84 jours de charges de fonctionnement décaissables. Ce calcul est réalisé sur la base du niveau de fonds de roulement prévisionnel à fin 2018 chiffré lors du BR2 2018. Ce niveau sera à réévaluer en fonction de la réalisation de l'exercice 2018. Ce fonds de roulement va être fortement mobilisé dans les années à venir en raison des différents projets inscrits au Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI), notamment en matière immobilière (Learning Centre et autres opérations conduites par l'Université Lyon 2 sur ses fonds propres).

L'indicateur se situe largement au-delà du seuil de vigilance que le ministère fixe à 30 jours.

2.1.5. L'autofinancement de l'investissement

- *Ratio indiquant le pourcentage de dépenses d'investissement couvertes par la capacité d'autofinancement*
Calcul : CAF / dépenses d'investissement

Avec un **taux prévisionnel d'autofinancement de l'investissement à 27,6%**, l'Université Lumière Lyon 2 se situe **en dessous du seuil de vigilance que le ministère fixe à 30% (seuil d'alerte à 20%)**.

Ce taux s'élevant à 111,4% au CF 2017 et à 79,5% au CF 2016, cette baisse traduit une projection de perte d'autonomie pour l'élaboration de notre stratégie d'investissement.

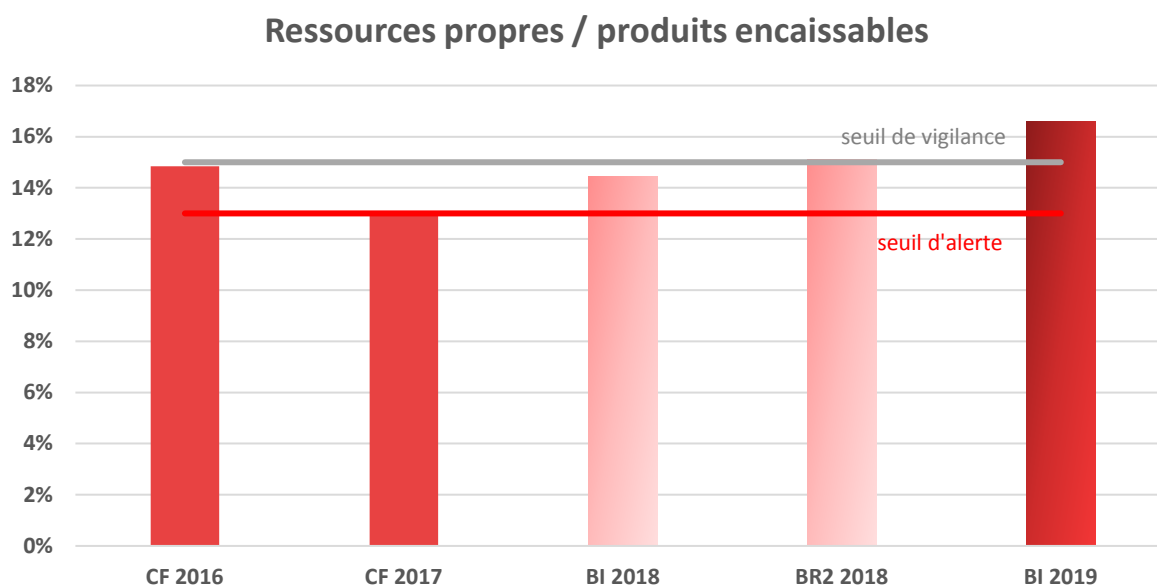
Ce constat est à nuancer au regard de l'évolution de ce taux entre le BI 2018 (35,5%) et le BR2 2018 (101,2%). Il traduit surtout la volonté stratégique d'investissement fort pour l'année 2019.

L'autofinancement et les recettes d'investissement ne couvrent pas l'intégralité des dépenses d'investissement. En conséquence, le BI 2019 propose un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de 5,5 M€.

2.1.6. La part des ressources propres

- *Le ratio ressources propres / produits encaissables exprime le degré de dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public versée par l'Etat. Les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public et sont composées des recettes propres de formation, de recherche et d'autres ressources propres.*

Calcul : Ressources Propres / Produits encaissables



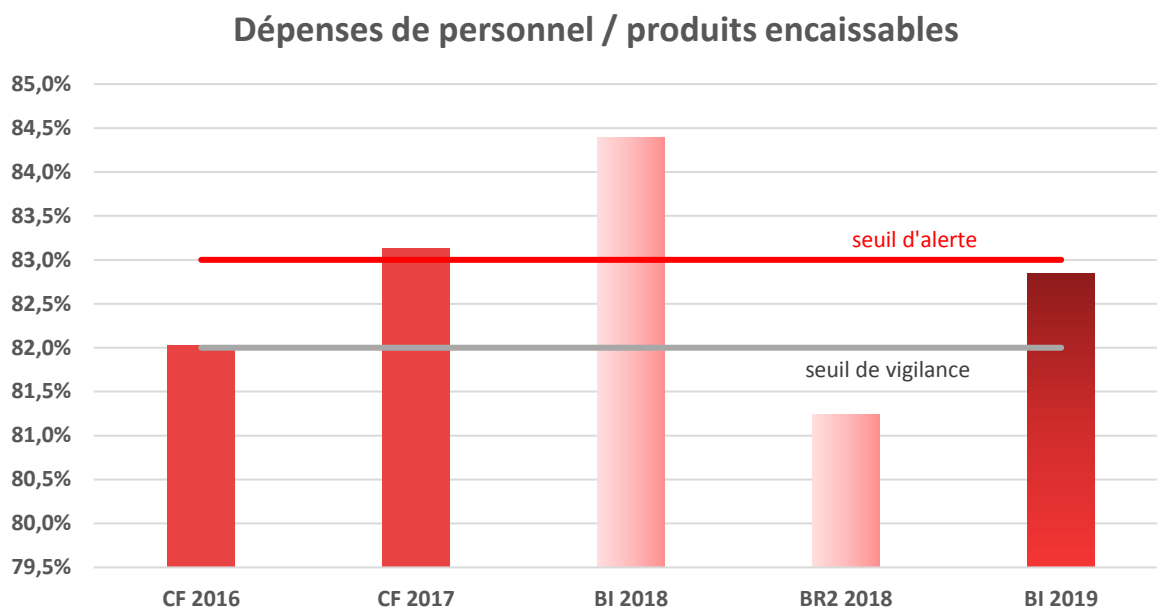
Pour le BI 2019, les ressources propres représentent 16,6% des produits encaissables, soit **au-dessus de seuil de vigilance fixé à 15% (seuil d'alerte à 13%)**. Ce taux, en augmentation par rapport au CF 2017 (12,9%) et au BR2 18 (15,1%), matérialise la stratégie politique de développement des ressources propres de l'Université.

2.1.7. Le taux de rigidité des dépenses

- *Ce taux de saturation mesure le poids des charges les plus rigides difficilement compressibles (dépenses de personnel inscrites au tableau 6) par rapport aux recettes encaissables.*

Dans le cadre des responsabilités et compétences élargies, ce ratio de rigidité a une dimension essentielle puisqu'il évalue les limites des marges de manœuvre. Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.

Calcul : dépenses de personnel / produits encaissables



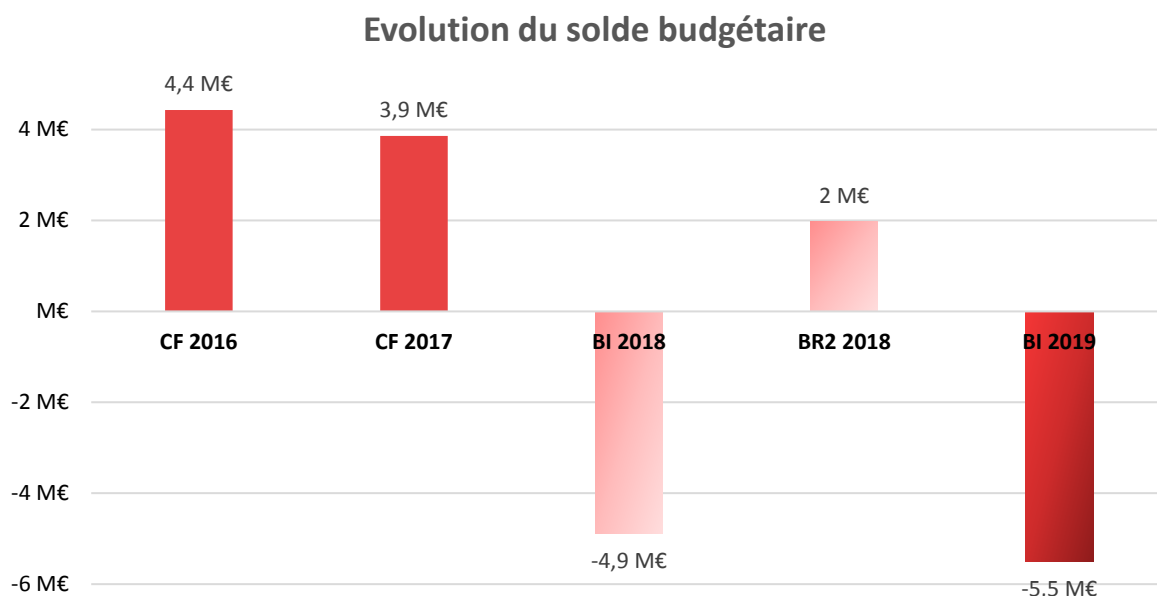
Le ratio dépenses de personnel / produits encaissables s'élève à 82,8% au BI 2019. Il constitue ainsi un **élément de vigilance**.

Cependant, par comparaison au BI 2018 (84,4%, soit au-dessus du seuil d'alerte fixé par le ministère), ce taux est en amélioration. De plus, l'écart significatif entre les taux affichés au BI 2018 et BR2 2018 (- 3,2 points) permet également de relativiser la projection au BI 2019.

2.1.8. L'évolution du solde budgétaire

- Le **solde budgétaire** correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiements (CP).

Calcul : encaissements - crédits de paiements



Le **solde budgétaire** est **négatif** : - 5,5 M€. Cela s'explique par le prélèvement sur fonds de roulement, d'un montant similaire, afin de financer l'investissement.

Les soldes budgétaires constatés, et prévisionnels en 2018 et 2019, sont fortement impactés par les conventions pluriannuelles et les projets pluriannuels d'investissement (PPI), au même titre que la trésorerie.

2.1.9. L'évolution de la trésorerie

- Il s'agit des liquidités dont l'établissement dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement. En terme comptable, la **trésorerie** est la différence entre le fonds de roulement de la structure et son besoin en fonds de roulement.

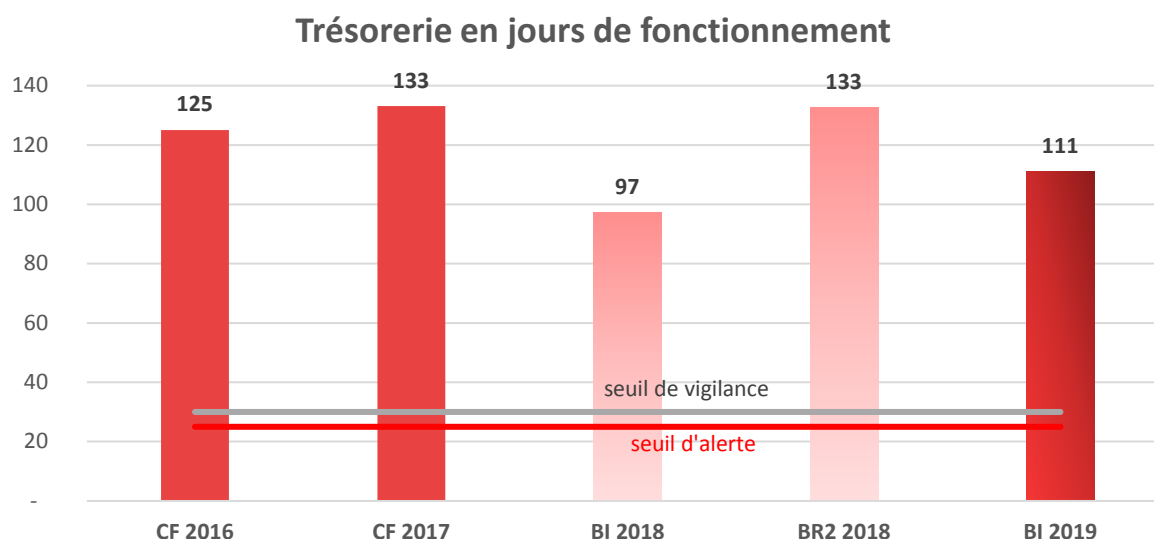
Le BI 2019 affiche un prélèvement sur la trésorerie de 5,5 M€, ce qui porte le niveau de la trésorerie à fin 2019 à 42,9 M€. Ce montant est calculé sur la base du niveau prévisionnel de trésorerie à fin 2018, affiché lors du BR2 2018. Ce montant devra être ajusté en corrélation avec les éléments du compte financier 2018.

Au regard du tableau n°4 d'équilibre financier, ce prélèvement s'explique intégralement par le solde budgétaire (-5,5 M€). Il n'est pas projeté au BI 2019 de décalage entre les encaissements et les décaissements liés aux opérations pour comptes de tiers (voir tableau n°5 des opérations pour comptes de tiers).

L'expression de la trésorerie en nombre de jours de dépenses décaissables

- La **trésorerie** est évaluée à sa capacité à répondre à un besoin de financement mesuré en jours de dépenses décaissables de fonctionnement. Une dégradation de cet indicateur pourrait conduire l'établissement à ne plus être en mesure de répondre à ses obligations.

Calcul : (Trésorerie/Charges décaissables) X 360



Au BI 2019, le niveau de la trésorerie à 42,9 M€ correspond à 111 jours de fonctionnement. Cet indicateur est très positif au regard des seuils de vigilance (30 jours) et d'alerte (25 jours) fixés par le ministère.

Cet indicateur est en légère baisse par rapport aux années précédentes du fait de l'investissement conséquent prévu en 2019, financé en partie par l'établissement avec un prélèvement sur fonds de roulement.

En perspective des niveaux prévisionnels de la trésorerie et du fonds de roulement, le niveau du **besoin en fonds de roulement (BFR)** (différence entre le niveau de la trésorerie et le niveau de fonds de roulement) s'élève à -10,5 M€. Par ailleurs, la variation du BFR (différence dans le bilan entre les créances et les dettes d'exploitation) s'élève à 0 M€.

La situation financière de l'établissement est saine, dans la mesure où la trésorerie et le fonds de roulement demeurent à des niveaux confortables. Cela permet à l'université de poursuivre les projets de rénovation et de remise à niveau de ses infrastructures immobilières et numériques. Le projet immobilier Learning Centre, notamment, générera, sur les prochaines années, un prélèvement sur le fonds de roulement et sur la trésorerie comme indiqué dans le tableau 9bis des opérations immobilières.

2.2. Budget en encaissements et décaissements (GBCP)

2.2.1. Principaux chiffres du budget initial

- **Autorisation d'engagement (AE)** : constitue le plafond voté par l'organe délibérant et qui détermine la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice. Elle constitue le point d'entrée de la dépense et permet le pilotage des crédits de paiement.
- Crédit de paiement (CP)** : constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées sur l'exercice.

tableau 2	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI19	BI 2019
Autorisations d'engagement (AE)	135 960 221 €	104,3%	-2,3%	132 854 792 €	98,0%	11,5%	148 100 642 €	140 460 738 €	14,9%	161 350 518 €
Crédits de paiement (CP)	135 411 441 €	95,3%	-1,8%	132 912 421 €	96,7%	8,0%	143 570 255 €	138 995 411 €	10,4%	153 515 778 €
Différence AE-CP	548 780 €	-4,7%		-57 629 €	3,1%		4 530 387 €	1 465 327 €		7 834 740 €
Encaissements	139 843 979 €	100,5%	-2,2%	136 770 413 €	99,2%	1,4%	138 681 490 €	140 977 641 €	5,0%	148 009 418 €
Solde budgétaire (encaissements - CP)	4 432 538 €	-152,2%		3 857 992 €	1108,7%		-4 888 765 €	1 982 230 €		-5 506 360 €

Les **autorisations d'engagement (AE)** inscrites au BI 2019 s'élèvent à **161,3 M€** et sont en augmentation de 14,9% par rapport au BR2 2018 (+20,9 M€) et de 21,4% comparativement au réalisé 2017 (+28,5 M€).

Cette augmentation est majoritairement liée aux AE d'investissement (11,7 M€ sur l'augmentation de 20,9 M€). Ainsi, au BI 2019, sont inscrits au Projet Pluriannuel d'Investissement (PPI) 7 M€ au titre du Learning Centre et 3,7 M€ au titre du plan campus.

Les 119,9 M€ d'AE/CP de masse salariale sont en augmentation de 5,5 M€ par rapport au BR2 2018. Les AE de fonctionnement (22 M€) évoluent de manière similaire (+3,7 M€).

Les « Restes à payer » qui mesurent l'écart entre les AE et les CP s'élèvent à 7,8 M€, dont 4,8 M€ au titre de l'investissement et 3 M€ au titre du fonctionnement.

Les **crédits de paiements (CP)** s'élèvent à 153,5 M€ et sont en augmentation de 14,5 M€, soit 10,4% par rapport au BR2 2018 : +5,5M€ de masse salariale, +2,3 M€ de fonctionnement, +6,7% d'investissement.

2.2.2. Recettes globalisées et recettes fléchées

- Les recettes, qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée, sont **globalisées** par principe. A titre d'exception, les recettes **fléchées** permettent de suivre précisément les opérations.

RE	CF 16	% exécution	évolution 16-17	CF 17	% exécution	évolution CF 17 - BI 18	BI 18	BR2 18	évolution BR2 18- BI 19	BI 19
Recettes globalisées	129 184 265 €	101,9%	4,9%	135 570 002 €	101,0%	0,3%	136 031 998 €	138 720 146 €	1,9%	141 362 218 €
Recettes fléchées	10 659 714 €	86,3%	-88,7%	1 200 411 €	33,3%	120,7%	2 649 492 €	2 256 495 €	194,6%	6 647 198 €
Total	139 843 979 €	100,5%	-2,2%	136 770 413 €	99,2%	1,4%	138 681 490 €	140 976 641 €	5,0%	148 009 416 €

Les **recettes à l'encaissement (RE)** s'élèvent au BI 2019 à 148 M€ et sont en augmentation de 7 M€ par rapport au BR2 2018.

Le **fléchage de certaines recettes** relève du choix de l'établissement. Le principal intérêt est de mettre en évidence, dans l'analyse de la trésorerie, l'impact de certaines opérations significatives et soumises à des aléas susceptibles d'expliquer d'importantes variations de trésorerie.

A ce titre, il a été choisi de suivre trois opérations d'investissements (KL, Mumo et Learning Centre) et quatre conventions pluriannuelles présentant des montants importants (90011MAS, 900R04SO, 922 SHYFT et 922SUNSP).

Par différence, le reste des recettes est considéré comme globalisé.

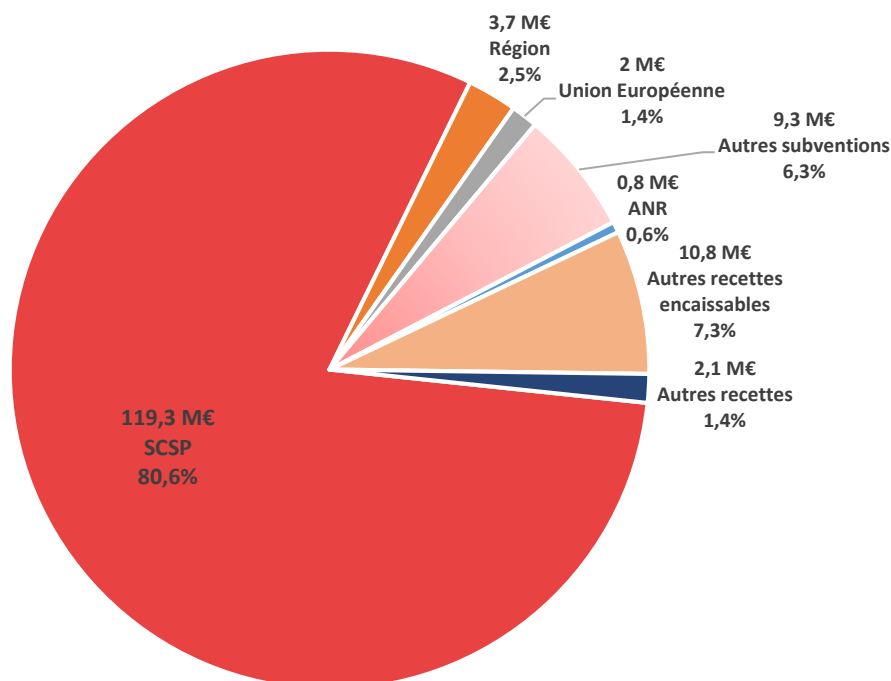
Les **recettes globalisées** augmentent de 2,6 M€ par rapport au dernier acte budgétaire :

- 1,2M€ de SCSP : 234 K€ liés aux mesures Sauvadet, 400 K€ liés au PPCR 2018 et 488 K€ de la loi ORE (200 K€ du plan étudiant, 282 K€ du dispositif « oui si » et 92 K€ d'accompagnement pédagogique) ;
- 0,2 M€ d'autres financements de l'Etat ;
- 0,9 M€ d'autres financements publics et 0,3 M€ d'autres recettes propres.

Les **recettes fléchées** augmentent de 4,4 M€ : 2 M€ d'autres financements de l'Etat et 2,4 M€ d'autres financements publics.

L'**investissement fléché** au BI 2019 pour le programme immobilier Learning Centre est financé à 1 M€ par l'Etat, 2,3 M€ par la Région et 0,7 M€ par la Métropole.

2.2.3. Recettes à l'encaissement par origine



Comparativement au BR2 2018 :

- Les **financements Région** à **3,4 M€** (dont 2 M€ d'investissement lié au Learning Centre au BI 2019) augmentent de 1,7 M€
- Les **recettes de l'UE** sont constantes (+22 K€)
- La rubrique **autres subventions** augmente de 3,1 M€ avec un financement de l'investissement fléché à hauteur de 700 K€ par la Métropole et de 2 M€ par l'Etat (projet Learning Centre).
- Les **financements ANR** augmentent de 0,24 M€ (dont 22 K€ de fonctionnement fléché lié au projet partenarial de l'IUT)
- Les **autres recettes encaissables** à 10,8 M€ sont en augmentation de 385 K€. Elles englobent les droits d'inscription et CVEC (6,9 M€), la formation continue (2,9 M€), la taxe d'apprentissage (0,7 M€), les contrats de prestations et prestations de recherche hors ANR (0,12 M€) et les recettes de valorisation (0,15 M€)
- Les **autres recettes**, qui intègrent notamment les recettes de mise à disposition de personnels, les refacturations diverses de frais d'infrastructure ou les recettes de colloques sont en augmentation de 62 K€.

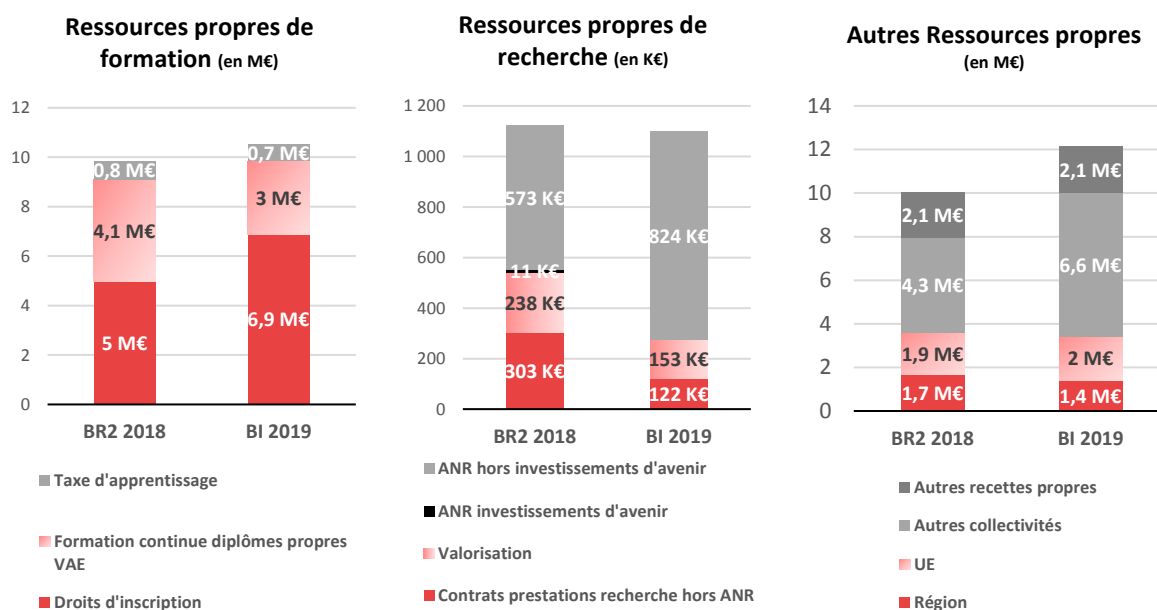
2.2.4. Recettes propres de l'établissement

Telles que définies par le ministère, les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors SCSP. Les subventions d'investissement (5 M€ au BI 2019) étant des ressources, et non des produits au sens comptable du terme, ne sont pas prises en compte dans la présente partie.

Le total des ressources propres s'élève à 23,7 M€ (+2,7 M€ par rapport au BR2 2018).

Suivant la méthodologie du ministère, les ressources propres de l'établissement se décomposent de la manière suivante :

- **Ressources formation** à 10,5 M€ (44% du total des ressources propres ; +651 K€ comparativement au BR2 2018) ;
- **Ressources recherche** à 1,1 M€ (5% du total ; -25 K€)
- **Autres ressources propres** à 12,1 M€ (51% du total ; +2,1 M€)

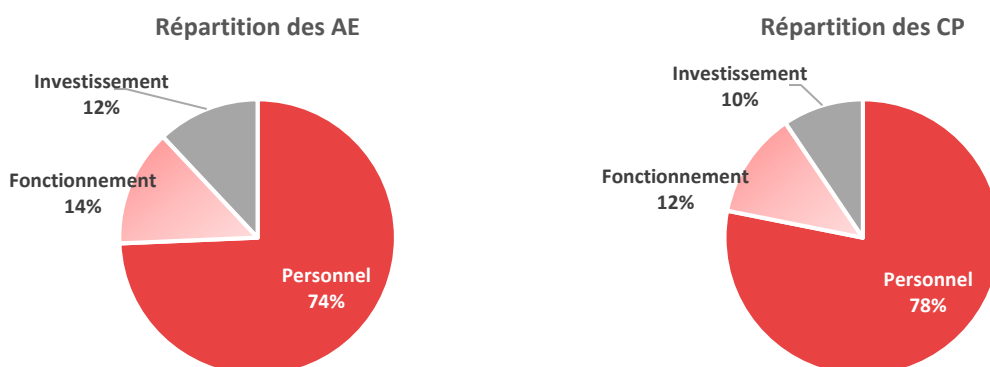


2.2.5. Dépenses en GBCP

tableau 2 (CP)	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Personnel	109 628 614 €	100,1%	1,9%	111 753 130 €	98,5%	2,8%	114 855 988 €	114 382 967 €	4,9%	119 933 985 €
Fonctionnement	13 798 746 €	89,6%	-0,8%	13 692 534 €	82,9%	25,0%	17 113 344 €	16 781 438 €	13,7%	19 079 736 €
Investissement	11 984 081 €	69,7%	-37,7%	7 466 757 €	99,7%	55,4%	11 600 923 €	7 831 006 €	85,2%	14 502 057 €
TOTAL	135 411 441 €	95,3%	-1,8%	132 912 421 €	96,7%	8,0%	143 570 255 €	138 995 411 €	10,4%	153 515 778 €

Les 153,5 M€ de **crédits de paiements (CP)** inscrits au BI 2019 se décomposent comme suit :

- 119,9 M€ de **masse salariale** (+4,9% par rapport au BR2 2018 ; +7,3% comparativement au CF 2017)
- 19,1 M€ de **fonctionnement** (+13,7% ; +39,3%)
- 14,5 M€ d'**investissement** (+85,2% ; + 94,2%)



Les **dépenses de fonctionnement** représentent 14% du montant total des AE alors qu'elles ne représentent que 12% des CP ; cela est lié au montant important prévu en AE pour les activités support et soutien, dont la mise en œuvre des marchés produira un décalage de CP. Cette situation engendre un effet inverse sur la part de la masse salariale sur les AE (74%) et sur les CP (78%).

Les **dépenses de masse salariale** (AE=CP) augmentent de 5,5 M€. Cette tendance sera détaillée ultérieurement.

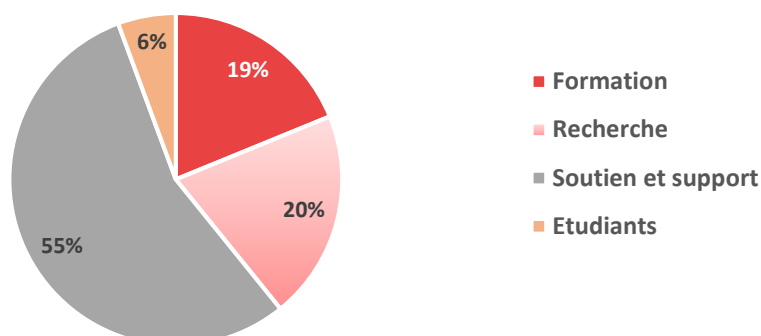
Les **dépenses de fonctionnement** augmentent de 2,3 M€ par rapport au BR2 2018, essentiellement pour la recherche (1,6 M€), et les activités de soutien et support (0,7 M€).

Les **dépenses d'investissement** s'élèvent à 14,5 M€, soit 6,7 M€ supplémentaires par rapport au BR2 2018. Comme déjà précisé, ces dépenses concernent majoritairement les domaines informatiques (1,4 M€ inscrits au PPI) et immobiliers (9,4 M€), avec notamment la mise en œuvre du bâtiment Learning Centre pour 5 M€.

Les dépenses d'investissement sont couvertes par les ressources propres de l'établissement à hauteur de 4 M€, par un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de 5,5 M€ et par 5 M€ de financements publics (Etat, Région, Métropole).

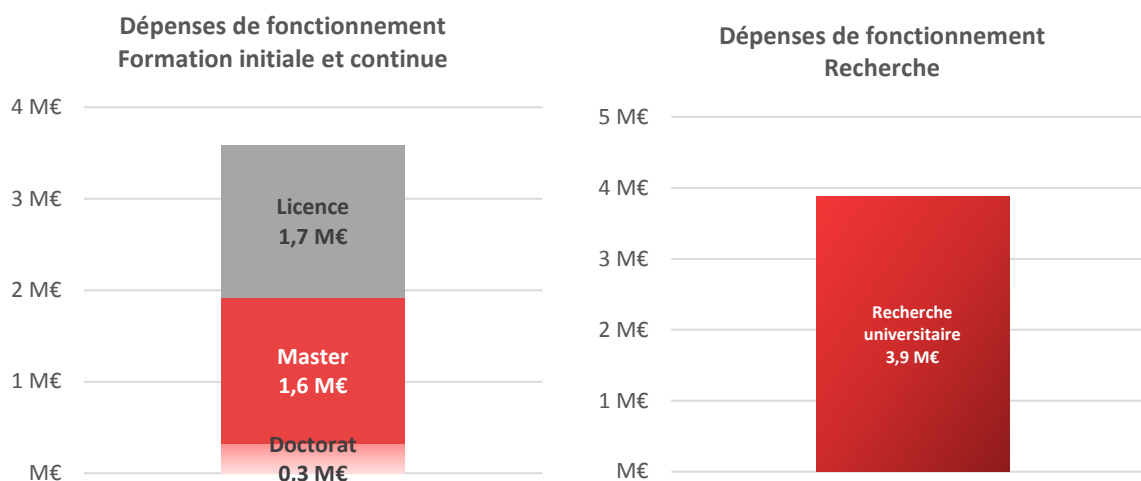
La gouvernance souhaite ainsi poursuivre les investissements financés sur ses moyens propres. Ces investissements sont destinés aux travaux pour les locaux de l'Université dans son ensemble. Des crédits sont également prévus pour soutenir les équipements de recherche et d'enseignement, ainsi que les infrastructures informatiques et audiovisuelles.

2.2.6. Dépenses de fonctionnement par destination

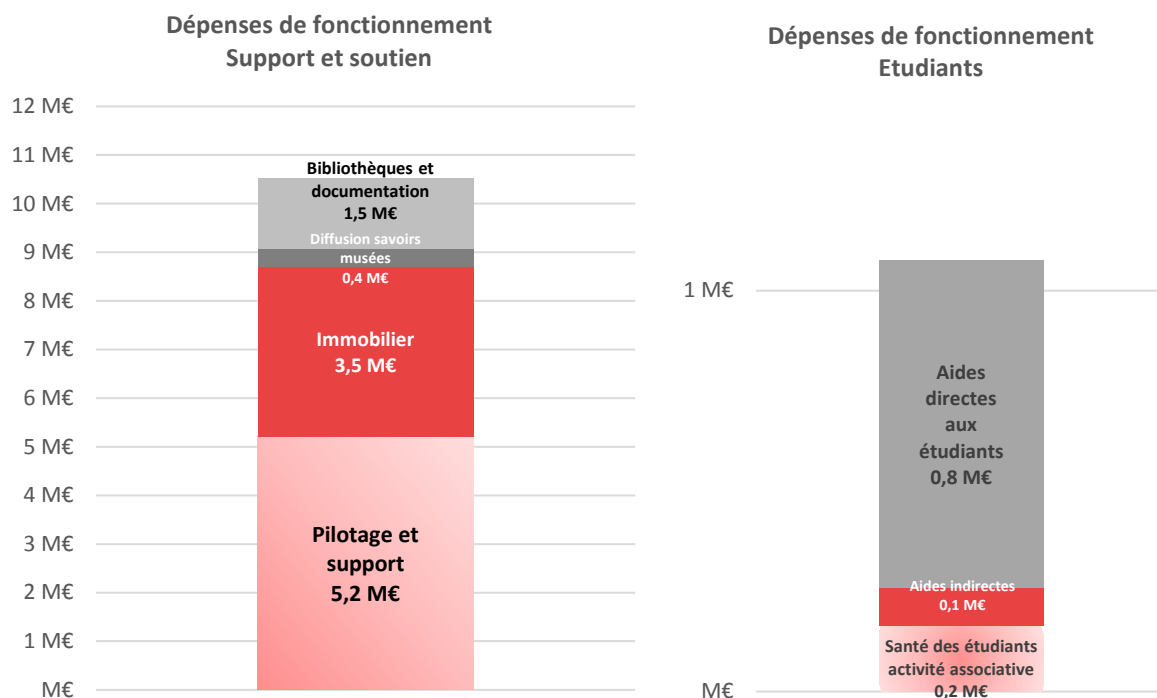


Les dépenses de fonctionnement (correspondant aux 19,1 M€ de CP) se décomposent, selon les destinations LOLF, de la manière suivante :

- 3,6 M€ de **formation** (stable par rapport au BR2 2018 ; +26,6% par rapport au réalisé 2017) ;
- 3,9 M€ consacrés à la **recherche** (+1,6 M€) ;
- 10,5 M€ pour les **fonctions soutien et support** (+7,6% ; +0,7 M€)
- 1,1 M€ au profit de la **vie étudiante** (+0,5%)



Les **dépenses de fonctionnement en formation** sont tournées majoritairement vers les niveaux Licence (46%) et Master (44%).



Les **dépenses de fonctionnement pour les activités soutien et support** se déclinent comme suit :

- 4% pour la **diffusion des savoirs et musées** (musée des moulages - MUMO-, Université Tous Ages -UTA-, presses universitaires)
- 14% pour les **bibliothèques et documentations** (acquisitions documentaires, conservation, outils documentaires, ...)
- 33% pour l'**immobilier** (maintenance, logistique mobilière et immobilière, fonctionnement courant et mise en sécurité et accessibilité)
- 49% pour les fonctions de **pilotage et support** (informatique et réseaux, communication, action sociale, ...)

Les **dépenses de fonctionnement au profit des étudiants** concernent à :

- 15% la **santé, les activités associatives, sportives et culturelles**
- 9% les **aides indirectes** (logement, restauration, crèches, aides aux étudiants en situation de handicap, ...)
- 76% les **aides directes** : mobilité internationale, bourses, FSDIE (Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes) et aides exceptionnelles d'urgence

2.2.7. Dépenses d'investissement par destination

	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Investissement	12 080 526 €	71,3%	-37,0%	7 609 638 €	101,6%	52,5%	11 600 923 €	7 831 006 €	85,2%	14 502 057 €

Les **dépenses d'investissement** sont en augmentation de 85% par rapport au BR2 2018 (+6,7 M€) et de 91% comparativement au compte financier 2017 (+ 6,9 M€).

Les 14,5 M€ de dépenses d'investissement se décomposent, selon les destinations LOLF, de la manière suivante :

- 0,21 M€ pour la **formation** (-32% par rapport au BR2 2018)
- 0,63 M€ consacrés à la **recherche** (+0,36 M€) ;
- 13,64 M€ pour les **fonctions soutien et support** (+89% ; +6,4 M€)
- 18 K€ au profit de la **santé des étudiants et de la vie étudiante**

Les **dépenses d'investissement** sont **concentrées logiquement sur les activités de soutien et support** (pour 94%). Plusieurs observations :

- 27 K€ sont consacrés à la rénovation des moulages du MUMO pour la destination **diffusion des savoirs et musées** (musée des moulages, UTA, presses universitaires)
- Les fonctions de **pilotage et support** (informatique et réseaux, communication, ...) **correspondant à 23% des dépenses d'investissement** et concernent majoritairement **les projets informatiques inscrits au PPI** : la sécurité RGPD (75 K€), remplacement du parc informatique (400 K€), déploiement d'outil informatique pour les enseignants (150 K€), remplacement du parc audio-visuel (115 K€), rénovation du réseau informatique de la Maison des Sciences de l'Homme -MSH- (430 K€) et de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée -MOM- (150 K€).
- **L'immobilier** (maintenance, logistique mobilière et immobilière, fonctionnement courant et mise en sécurité et accessibilité) concentre 70% des dépenses d'investissement. Les **projets inscrits au PPI** sont les suivants : 5 M€ pour le nouveau bâtiment Learning Centre ; 2,2 M€ au titre du plan campus ; 175 K€ pour les aménagements extérieurs ; 200 K€ pour l'aménagement du bâtiment MUMO ; travaux d'accessibilité (65 K€) ; cours intérieures (50 K€) ; éclairage (150 K€) ; signalétique (150 K€) ; aménagement des sols (140 K€) ; aménagements sportifs (450 K€) ; rénovation du chauffage sur le campus Porte Des Alpes (470 K€) ; rénovation électrique MSH (250 K€).

2.2.8. Dépenses de personnel, masse salariale et ETPT

2.2.8.1. Dépenses de personnel par destination

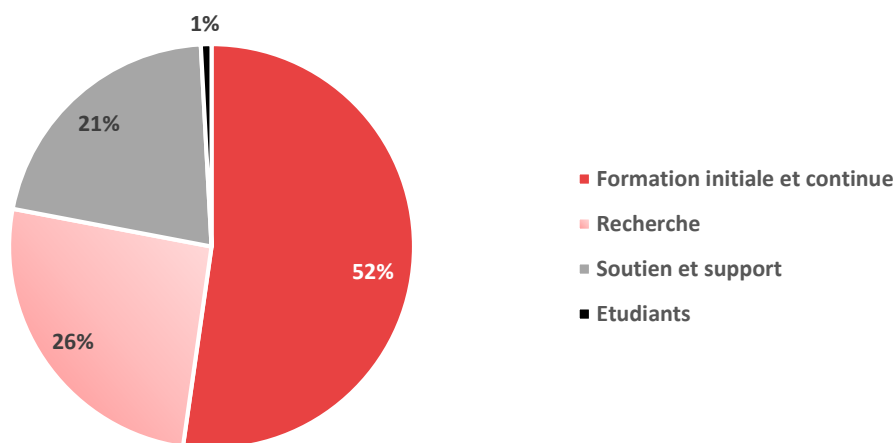
- **Les dépenses de personnel** : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des rémunérations accessoires, des prestations sociales obligatoires ainsi que des cotisations patronales qui leur sont liées.

Masse salariale État : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies.

Masse salariale sur ressources propres : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors masse salariale État : contrats de recherche, vacations, jury de concours.

Les **dépenses de personnel s'élèvent à 119,9 M€** (+4,9% par rapport au BR2 2018 ; +7,3% par rapport au compte financier 2017) et se décomposent comme suit : **112,7 M€ d'emplois sous plafond Etat et sur ressources propres** (+4,4% par rapport au BI 2018) et 7,2 M€ d'autres dépenses (dont paiements des vacataires et diverses prestations).

Répartition des dépenses de personnel par destination



Les dépenses de personnel en **formation initiale et continue** à 62,7 M€ augmentent de 1,4% par rapport au BR2 2018. Les évolutions concernent majoritairement les niveaux Licence (+1%) et Master (+3,4%).

Les dépenses de personnel pour **la recherche** augmentent de 8,5% par rapport au BR2 2018.

La destination LOLF **soutien et support** enregistre une hausse de 9,3% de la masse salariale. Ceci traduit le souhait d'améliorer le pilotage des fonctions transverses pour le bénéfice des usagers et des personnels de l'Université.

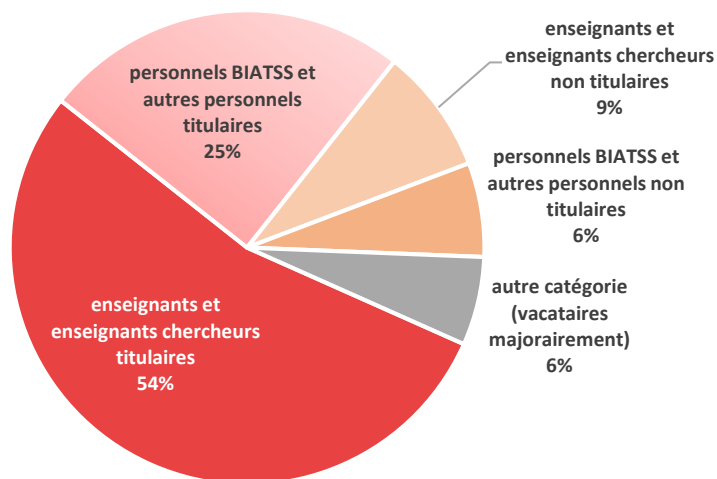
Les dépenses de personnel pour les activités en lien avec **la vie étudiante** sont en augmentation de 14,6% au BI 2019, notamment s'agissant de la santé des étudiants et des activités sportives et culturelles. Il s'agit ici d'une traduction directe de la politique ministérielle dans laquelle l'Université Lyon 2 s'inscrit pleinement puisque notre établissement développe, depuis de nombreuses années la vie étudiante sur ses campus.

2.2.8.2. Masse salariale par catégorie d'emploi

La masse salariale de 119,9 M€ est composée de :

- 105,8 M€ d'**emplois sous plafond Etat** (+5,1% comparativement au BI 2018)
- 6,9 M€ d'**emplois sur ressources propres** (-5,3%)
- 7,1 M€ d'**autres catégories de dépenses dont vacataires et diverses prestations sociales** (+5,6%)
- 0,1 M€ d'**autres dépenses non suivies dans OREMS** (même montant qu'au BI 2018)

Masse salariale par catégorie d'emploi



Les **dépenses d'emplois titulaires**, qui ont progressé de 5,3% par rapport au BI 2018 et 7,8% comparativement au réalisé 2017, s'élèvent à 94,7 M€ :

- 64,7 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs** (+3,7% au regard de la projection initiale 2018) dont 2 M€ d'heures complémentaires
- 30 M€ pour les **personnels BIATSS et autres personnels** (+8,8%)

Les **dépenses d'emplois non titulaires** à 18 M€ sont stables par rapport au BI 2018 (-0,4%) et en légère augmentation par rapport au réalisé 2017 (+2%) :

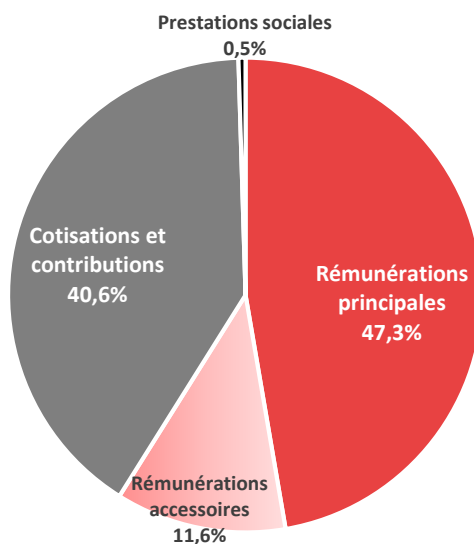
- 10,3 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs** (dont 6,6 M€ pour les doctorants contractuels et les ATER ;
- 7,7 M€ pour les **personnels BIATSS et autres personnels** (dont 2,3 M€ pour des CDI)

Ainsi, les **dépenses pour les emplois d'enseignants et enseignants chercheurs** s'élèvent à 75 M€ (dont 2,1 M€ d'emplois rattachés aux contrats de recherche), soit +3,4% par rapport au BI 2018 et +6,3% par rapport au réalisé 2017. Les **dépenses pour les emplois de personnels BIATSS et autres personnels** à 37,7 M€ sont en augmentation de 6,3% par rapport au BI 2018 et 8,1% comparativement au CF 2017.

Les **dépenses de personnels permanents** (personnels titulaires et les CDI) représentent 97,1 M€, soit 81% des dépenses de masse salariale.

Ce ratio est en dessous du seuil de vigilance du ministère à 83% (seuil d'alerte à 85%). Toutefois, il est en augmentation sur les dernières années (79,7% au CF 2016, 80,5% au CF 2017).

2.2.8.3. Masse salariale par typologie de rémunération



La masse salariale globale de 119,9 M€ est composée des éléments suivants :

- 56,7 M€ de **rémunérations principales** (+2,1% par rapport au BI 2018 et +4,3% par rapport au CF 2017) ;
- 13,9 M€ de **rémunérations accessoires** (cours complémentaires, vacances d'enseignement, primes et indemnités, ...) en augmentation de 30% par rapport au réalisé 2017 ;

- 48,7 M€ de **contributions et cotisations sociales** (pensions, cotisations ASSEDIC et autres cotisations) qui sont supérieures de 1,7% par rapport au BI 2018 et 5,4% par rapport au CF 2017 ;
- 0,6 M€ de prestations sociales en augmentation de 5% par rapport au réalisé 2017.

2.2.8.4. Masse salariale par facteur d'évolution

- Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :
 - **L'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées.
 - **L'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire
 - **L'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.

Le BR2 2018 prévoit une dépense annuelle de masse salariale de 114,4 M€ (114,9 M€ au BI 2018). **L'évolution de 5,5 M€** avec les 119,9 M€ de dépenses de personnel inscrites au BI 2019 s'explique :

- Pour + 2,5 M€ par les **mesures obligatoires réglementaires ou déjà engagées en 2018 qui s'imposent en 2019**
- Pour + 4,5 M€ par des **mesures discrétionnaires 2019 de l'établissement**
- Pour - 1,5 M€ (1,2% du total) de correctif afin d'ajuster les montants de la trajectoire de la masse salariale finale 2018 et du budget 2019

Pour les **mesures obligatoires** :

- Le solde GVT à 124 K€ est le résultat du GVT négatif de 1 443 K€ et du GVT positif de 1 568 K€.
- Les mesures catégorielles à 324 K€ correspondent à l'impact du transfert primes points et du changement indiciaire
- Le schéma d'emplois à 2 079 K€ correspond à l'évolution en année pleine : pour la campagne d'emplois 2018 pour 1,1 M€ ; pour les contrats PAUSE pour 65 K€ ; pour les lecteurs pour 35 K€ ; pour les moyens Parcoursup pour 262 K€ ; pour les contrats Sauvadet pour 682 K€ ; pour 380K€ pour divers recrutements.

Pour les **mesures discrétionnaires de l'établissement** :

- 1 579 K€ de schéma d'emplois hors contrats de recherche (campagne d'emplois 2019)
- 175 K€ d'évolution de la structure des emplois
- 2 073 K€ de variation des heures complémentaires correspondent à 706 K€ de moyens Parcoursup et à 1 197 K€ (22 600 heures) pour la hausse des moyens pédagogiques (augmentation des inscriptions en L1) et l'ajustement des maquettes (CM/TD et H/E)
- 729 K€ de variation pour les contrats de recherche

2.2.8.5. Plafond d'emploi et ETPT de la masse salariale

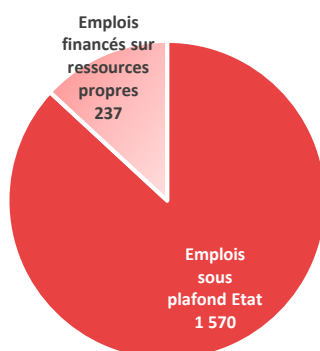
Le **plafond global d'emplois voté par le Conseil d'administration** (tableau 1) est de 1807 ETPT dont 1570 sous plafond Etat et 237 financés hors SCSP.

Au BI 2019, **1701 ETPT (en moyenne annuelle) sont projetés au sein de la masse salariale de l'établissement**, soit +1,5% par rapport au BI 2018, +1,9% par rapport au réalisé 2017.

Le **coût moyen d'1ETPT à 66 255€** au BI 2019 est en augmentation de 2,8% comparativement au BI 2018 (64 433€)

Pour une bonne analyse, l'écart conséquent entre les ETPT de l'établissement et son plafond d'emplois doit être nuancé par le taux de rigidité des dépenses (dépenses de personnel sur les produits encaissables de l'établissement) qui se situe au niveau du seuil de vigilance du ministère.

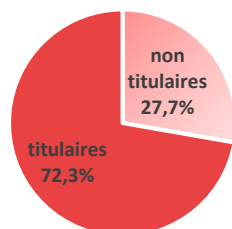
Plafond des emplois voté au CA
(en ETPT)



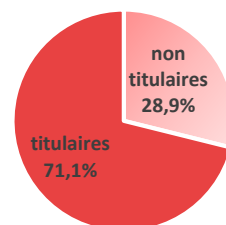
Les **personnels titulaires** représentent 1220 ETPT, soit 71,7% du total : +3% comparativement au BI 2018 et +5,6% par rapport au réalisé 2017.

Le nombre d'emplois de **personnels non titulaires** avec 481 ETPT, soit 28,3% du total, est en diminution de 2,1 % par rapport au BI 2018 et 6,4% comparativement au réalisé 2017.

Répartition des ETPT des enseignants et enseignants chercheurs



Répartition des ETPT des personnels BIATSS et autres personnels techniques



Il s'agit ici de la traduction de la politique de déprécarisation des emplois. La part de personnels titulaires est équivalente pour les personnels BIATSS et pour les personnels enseignants chercheurs.

Les 906,5 ETPT d'**enseignants et enseignants chercheurs** (+0,8% comparativement au BI 2018), dont 30 emplois rattachés aux contrats de recherche, correspondent à 53,3% de l'ensemble des ETPT projetés au BI 2019. Les 794,5 ETPT de **personnels BIATSS et autres personnels techniques** sont en augmentation de 2,3% par rapport au BI 2018 et représentent 46,7 % du total.

2.3. Budget en droits constatés

2.3.1. Principaux chiffres du budget initial

tableau 6	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18 -BI 19	BI 2019
Dépenses	141 185 633 €	96,8%	-1,1%	139 575 017 €	97,0%	7,5%	150 070 255 €	145 895 411 €	10,0%	160 415 778 €
Recettes	146 939 643 €	103,8%	-5,7%	138 512 720 €	98,2%	2,5%	141 981 490 €	144 557 641 €	4,9%	151 589 418 €
Résultat	7 480 348 €	1004,2%	-28,9%	5 320 458 €	341,5%	-82,7%	921 418 €	4 602 496 €	-85,3%	675 697 €
CAF	9 604 994 €	262,6%	-11,7%	8 478 936 €	181,4%	-51,4%	4 121 418 €	7 922 496 €	-49,6%	3 995 697 €
FDR	33 762 643 €	187,4%	6,2%	35 858 824 €	133,8%	-26,2%	26 461 079 €	37 841 054 €	-14,6%	32 334 694 €
FDR (jours)	98	187,4%	4,6%	103	138,6%	-29,8%	72	104	-19,4%	84

Le budget en droits constatés est présenté dans l'annexe n°6 de situation patrimoniale. Les **dépenses prévisionnelles s'élèvent à 160,4 M€** soit une augmentation de 14,5 M€ par rapport au BR2 2018. Cela s'explique par une **augmentation des 3 enveloppes de dépenses**.

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 2,4 M€ (cette évolution est uniquement liée aux dépenses décaissables du fait de l'inscription au BR2 2018 et au BI 2019 du même montant de 6,9 M€ d'amortissement).

Les dépenses de personnel augmentent de 5,5 M€. Cette variation est sensiblement différente de celle observée sur les crédits de paiement sur l'enveloppe de personnel : les dépenses imputées sur le compte 633 impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (1,46 M€ ; 1,22%) sont comptabilisées en charges de fonctionnement, conformément à la nomenclature comptable M9, depuis le BR2 2018.

La variation des dépenses d'investissement est identique à celle des crédits de paiement, soit + 6,7 M€.

Les recettes augmentent de 7 M€. Les recettes de fonctionnement augmentent de 3,9 M€. Cette évolution concerne essentiellement les recettes encaissables, les recettes non encaissables demeurant stables par rapport au dernier acte budgétaire. Quant aux recettes d'investissement, elles suivent la même évolution, à raison de +3,1 M€.

2.3.2. Recettes

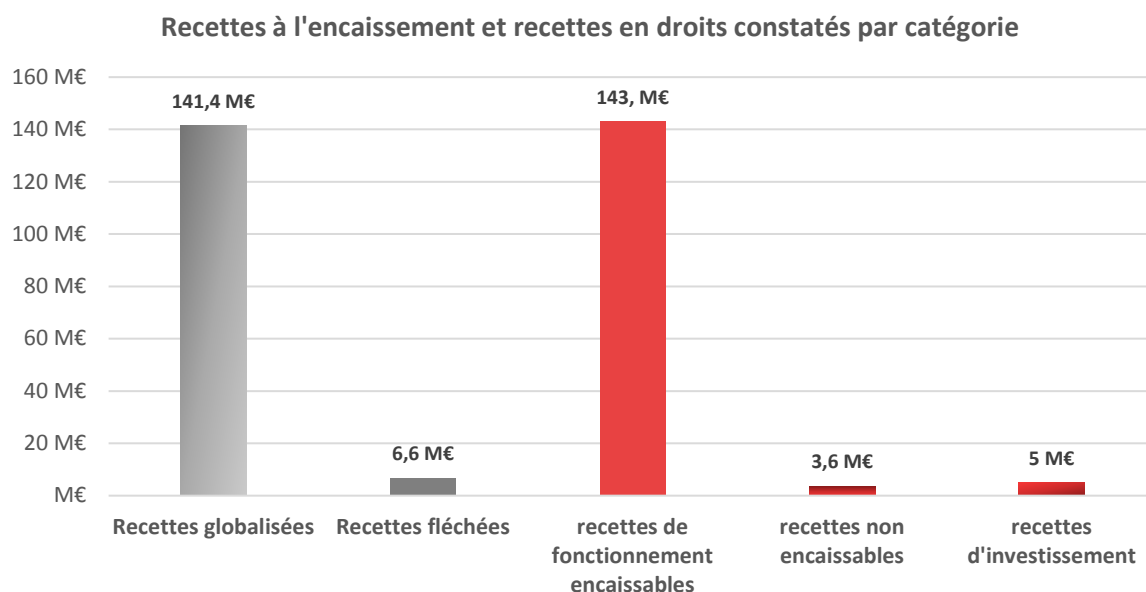
- Les produits encaissables génèrent des rentrées directes de trésorerie et les produits non encaissables n'en génèrent pas (par exemple la reprise au compte de résultat de la quote-part de subventions d'équipement).

	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Recettes de fonctionnement	136 583 388 €	105,4%	0,5%	137 285 837 €	99,6%	1,5%	139 390 750 €	142 666 901 €	2,7%	146 589 418 €
Recettes d'investissement	10 356 255 €	86,6%	-88,2%	1 226 883 €	38,8%	111,2%	2 590 740 €	1 890 740 €	164,4%	5 000 000 €
TOTAL	146 939 643 €	103,8%	-5,7%	138 512 720 €	98,2%	2,5%	141 981 490 €	144 557 641 €	4,9%	151 589 418 €

Les recettes prévisionnelles 2019 en droits constatés s'élèvent à 151,6 M€ et sont en augmentation de 4,9% par rapport au BR2 2018 (+7 M€) et de 9,2% comparativement au réalisé 2017 (+13 M€).

Les recettes de fonctionnement augmentent de 3,9 M€ soit 2,7%. Les recettes non encaissables demeurent stables et s'élèvent à 3,6 M€.

Quant aux recettes d'investissement, elles sont en augmentation de 164% (+3,1 M€) par rapport au BR2 de 2018.



La différence entre les recettes en droits constatés et les encaissements s'élève à 3,6 M€. Cela correspond à la quote-part des subventions d'investissement et à la neutralisation de l'amortissement du patrimoine (recette non encaissable). Par conséquent, elles ne sont pas retracées dans les encaissements. Notons l'absence de décalage entre les encaissements et les recettes en droits constatés des opérations pluriannuelles au BI 2019.

2.3.3. Dépenses en droits constatés

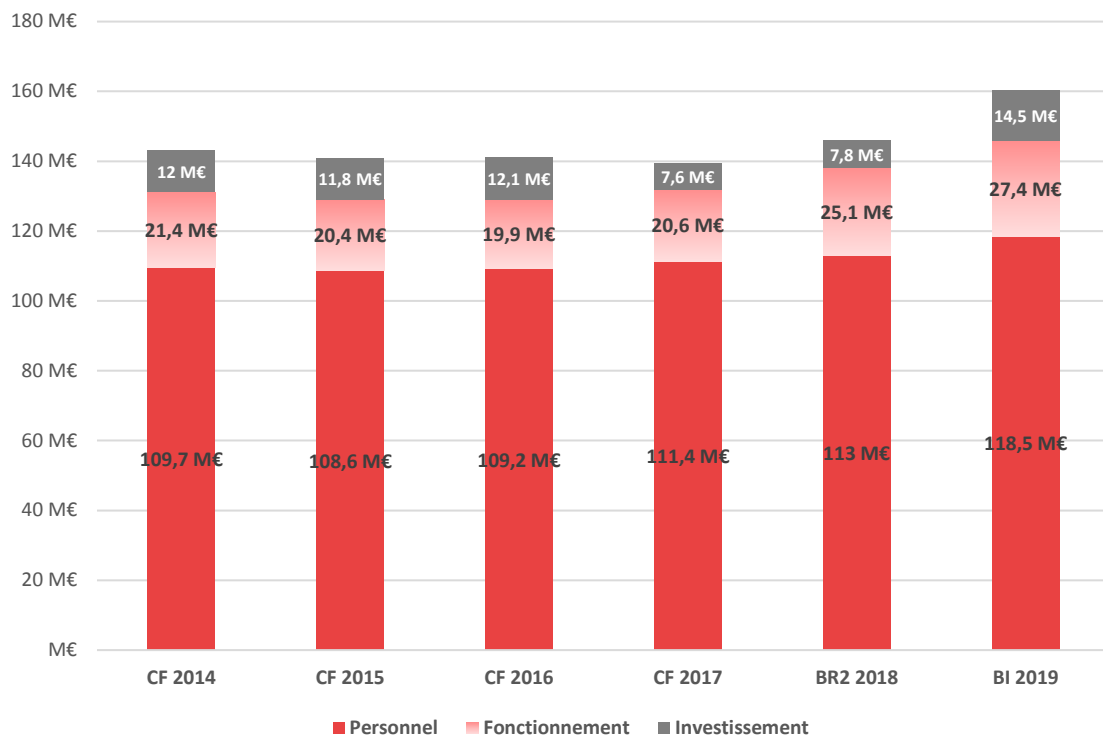
- Les **dépenses décaissables** sont celles qui entraînent des sorties de caisse directes, tandis que les charges non décaissables sont celles qui n'entraînent pas de mouvements financiers directs (par exemple les dotations aux amortissements).

tableau 6	CF 2016	Exécution 2016	Evolution CF16-CF17	CF 2017	Exécution 2017	Evolution CF17-BI18	BI 2018	BR2 2018	Evolution BR2 18-BI 19	BI 2019
Masse salariale	109 240 027 €	99,8%	2,0%	111 378 285 €	98,1%	3,1%	114 855 988 €	112 987 495 €	4,9%	118 470 790 €
Fonctionnement	19 863 013 €	102,4%	3,6%	20 587 095 €	90,1%	14,7%	23 613 344 €	25 076 910 €	9,4%	27 442 931 €
Investissement	12 080 526 €	71,3%	-37,0%	7 609 638 €	101,6%	52,5%	11 600 923 €	7 831 006 €	85,2%	14 502 057 €
TOTAL	141 183 566 €	96,8%	-1,1%	139 575 017 €	97,0%	7,5%	150 070 255 €	145 895 411 €	10,0%	160 415 778 €

Les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à 27,4 M€ et sont en augmentation de 9,4% par rapport au BR2 2018. Elles se décomposent comme suit :

- 20,5 M€ de **dépenses décaissables** correspondant à 19 M€ de CP de fonctionnement et 1,5 M€ de CP de masse salariale (dépenses liées au compte 633)
- 6,9 M€ de **dépenses non décaissables** (amortissements et provisions)

Evolution des dépenses en droits constatés



La part des charges de personnel baisse dans le budget global (-3 points en 4 ans ; 74% au BI 2019), même si la diminution en montant est peu importante ; les dépenses relevant du compte 633 (1,22%) sont imputées en charges de fonctionnement depuis le BR2 2018.

Par ailleurs, la masse de fonctionnement a augmenté (+3 points en 4 ans ; représentant 17% des dépenses au BI 2019).

La part de l'investissement a progressé de 3,6 points par rapport au BR2 principalement en raison de la part des crédits consacrés au plan Learning Centre (+6,7 M€).

3. Annexes

3.1	Tableau 1 des autorisations d'emploi (pour vote)	page 38
3.2	Tableau 2 des autorisations budgétaires (pour vote)	page 39
3.3	Tableau 3 des dépenses par destination et des recettes par origine	page 40
3.4	Tableau 4 d'équilibre financier (pour vote)	page 42
3.5	Tableau 5 des opérations pour le compte de tiers	page 43
3.6	Tableau 6 de situation patrimoniale (pour vote)	page 44
3.7	Tableau 7 de plan de trésorerie	page 45
3.8	Tableau 8 des opérations sur recettes fléchées	page 46
3.9	Tableau 9 des opérations pluriannuelles (pour vote)	page 47
3.10	Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement	page 48
3.11	Tableau 10 détails des opérations pluriannuelles	page 51
3.12	Tableau 11 de synthèse des moyens des unités de recherche	page 52
3.13	Tableau de synthèse budgétaire et comptable	page 54
3.14	Annexe politique d'achat	page 55
3.15	Structure budgétaire 2019	page 60

Etat soumis au CA (pour vote)

Tableau 1- Tableau des emplois (EPSCP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

Tableau 2 - Tableau des autorisations budgétaires (prévisionnel)

Recettes				
RE				
Réalisé 2016	Réalisé 2017	BR2 2018	Budget 2019	
129 184 265	135 570 002	138 721 146	141 362 218	Recettes globalisées
113 433 215	116 630 601	118 086 660	119 270 000	Subvention pour charges de service public
202 365	701 353	487 904	660 809	Autres financements de l'Etat
0	0	0	0	Fiscalité affectée
6 901 308	6 095 693	7 645 439	8 597 398	Autres financements publics
8 647 377	12 142 355	12 501 143	12 834 011	Recettes propres
10 659 714	1 200 411	2 256 495	6 647 200	Recettes fléchées
3 122 208	0	0	2 000 000	Financements de l'Etat fléchés
7 493 091	1 185 470	2 256 495	4 647 200	Autres financements publics fléchés
44 416	14 941	0	0	Recettes propres fléchées
139 843 979	136 770 413	140 977 641	148 009 418	TOTAL DES RECETTES
			5 506 360	Solde budgétaire (déficit)

DAF - Service du Budget

Etat soumis au CA (pour information)

Tableau 3 - Tableau des dépenses par destination

	Personnel AE (AE = CP)	Personnel CP (AE = CP)	Fonct AE	Fonct CP	Invest AE	Invest CP	Total AE	Total CP
Règlementaire								
Dépenses Programmes 150 et 231								
FORMATION INITIALE ET CONTINUE	62 679 424	62 679 424	3 590 607	3 590 607	210 589	210 589	66 480 620	66 480 620
Doctorat	6 260 306	6 260 306	326 606	326 606	8 000	8 000	6 594 912	6 594 912
Master	17 682 063	17 682 063	1 596 278	1 596 278	26 889	26 889	19 305 230	19 305 230
Licence	38 737 055	38 737 055	1 667 723	1 667 723	175 700	175 700	40 580 478	40 580 478
RECHERCHE	30 855 566	30 855 566	3 884 376	3 884 376	633 229	633 229	35 373 171	35 373 171
Recherche universitaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ maths	1 925 393	1 925 393	245 650	245 650	101 167	101 167	2 272 210	2 272 210
Rech univ phys chimie	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ phys nucl	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ science terre	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ science homme	28 844 173	28 844 173	2 610 551	2 610 551	527 062	527 062	31 981 786	31 981 786
Rech univ Transvers	86 000	86 000	1 028 175	1 028 175	5 000	5 000	1 119 175	1 119 175
SOUTIEN ET SUPPORT	25 379 927	25 379 927	13 529 383	10 529 383	18 474 979	13 640 239	57 384 289	49 549 549
Pilotage et support	16 454 686	16 454 686	7 608 822	5 208 822	4 715 559	3 315 559	28 779 067	24 979 067
Immobilier	4 670 240	4 670 240	4 095 440	3 495 440	13 642 420	10 207 680	22 408 100	18 373 360
Diffusion savoirs musées	728 240	728 240	369 721	369 721	36 000	36 000	1 133 961	1 133 961
Bibliothèques et documentation	3 526 761	3 526 761	1 455 400	1 455 400	81 000	81 000	5 063 161	5 063 161
ETUDIANTS	1 019 068	1 019 068	1 075 370	1 075 370	18 000	18 000	2 112 438	2 112 438
Santé des étudiants activité associative	731 442	731 442	163 110	163 110	7 500	7 500	902 052	902 052
Aides indirectes	137 688	137 688	95 800	95 800	10 500	10 500	243 988	243 988
Aides directes aux étudiants	149 938	149 938	816 460	816 460	0	0	966 398	966 398
TOTAL	119 933 985	119 933 985	22 079 736	19 079 736	19 336 797	14 502 057	161 350 518	153 515 778

Etat soumis au CA (pour information)

Tableau 3 - Tableau des recettes par origine (Prévisionnel)

	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	Total
Règlementaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Subvention pour charges service public	119 270 000	25 500	0	0	0	0	0	0	119 295 500
Droits d'inscription	0	0	0	0	6 888 179	0	0	0	6 888 179
Formation continue diplômes propres VAE	0	0	0	64 400	2 889 405	0	0	0	2 953 805
Taxe d'apprentissage	0	0	0	0	664 750	0	0	0	664 750
Contrats prestations recherche hors ANR	0	0	0	0	122 340	0	0	0	122 340
Valorisation	0	0	0	0	153 050	0	0	0	153 050
ANR investissements d'avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANR hors investissements d'avenir	0	0	0	802 671	0	0	21 498	0	824 169
Subvention exploit & financ actif Région	0	0	0	1 416 765	0	0	2 000 000	0	3 416 765
Subvention exploit & financ actif UE	0	0	0	378 265	0	0	1 625 700	0	2 003 965
Subvention exploit & financ actif Autres	0	635 309	0	5 935 297	0	2 000 000	1 000 000	0	9 570 606
Fondations fonds propres réserves dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	0	0	0	0	2 116 287	0	0	0	2 116 287
TOTAL	119 270 000	660 809	0	8 597 398	12 834 011	2 000 000	4 647 198	0	148 009 416

DAF - Service du Budget

Etat soumis au CA (pour vote)

Tableau 4 - Equilibre Financier (prévisionnel)

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit)	5 506 360	0	Solde budgétaire (excédent)
dont solde budgétaire budget principal	5 506 360	0	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire SIE	0	0	dont solde budgétaire SIE
Remboursements d'emprunts (capital)			Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital)	0	0	Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements			Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	5 425 000	5 425 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	0	0	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	10 931 360	5 425 000	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Variation de trésorerie		5 506 360	Variation de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée	155 245	0	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée
dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)	0	5 661 605	dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
TOTAL DES BESOINS	10 931 360	10 931 360	TOTAL DES FINANCEMENTS

DAF - Service du Budget

Etat soumis au CA (pour information)

Tableau 5 - Opérations pour compte de tiers (prévisionnel)

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
TVA	445	120 000	120 000
Aides à la mobilité internationale	46711	405 000	405 000
Prélèvement à la source	4426	3 000 000	3 000 000
Droits inscription IEP	47318	1 900 000	1 900 000
TOTAL		5 425 000	5 425 000

Tableau 6 - Situation patrimoniale (prévisionnel)

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Réalisé 2016	Réalisé 2017	BR2 2018	Budget 2019
Personnel	109 240 027	111 378 285	112 987 495	118 470 790
dont charges de pensions civiles	30 912 506	31 742 016	32 765 760	34 018 427
Fonctionnement autre que les charges de personnel	19 863 013	20 587 095	25 076 910	27 442 931
TOTAL des charges	129 103 040	131 965 379	138 064 405	145 913 721
Résultat prévisionnel (BENEFICE)	7 480 348	5 320 458	4 602 496	675 697
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	136 583 388	137 285 837	142 666 901	146 589 418

PRODUITS	Réalisé 2016	Réalisé 2017	BR2 2018	Budget 2019
Subventions de l'Etat	113 433 215	116 630 601	118 086 660	119 270 000
Fiscalité affectée	601 594	0		
Autres subventions	7 460 865	5 848 391	8 133 343	10 905 407
Autres produits	15 087 714	14 806 845	16 446 898	16 414 011
TOTAL des produits	136 583 388	137 285 837	142 666 901	146 589 418
Résultat prévisionnel (PERTE)	0	0	0	0
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	136 583 388	137 285 837	142 666 901	146 589 418

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Réalisé 2016	Réalisé 2017	BR2 2018	Budget 2019
Insuffisance d'autofinancement		0	0	0
Investissements	12 080 526	7 609 638	7 831 006	14 502 057
Remboursement des dettes financières		0		0
TOTAL des emplois	12 080 526	7 609 638	7 831 006	14 502 057
Apport au fonds de roulement	7 880 723	2 096 181	1 982 230	0

RESSOURCES	Réalisé 2016	Réalisé 2017	BR2 2018	Budget 2019
Capacité d'autofinancement	9 604 994	8 478 936	7 922 496	3 995 697
Financement de l'actif par l'Etat	3 122 208	62 482		2 000 000
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	7 234 047	1 164 401	1 890 740	3 000 000
Autres ressources				
Augmentation des dettes financières				
TOTAL des ressources	19 961 249	9 705 819	9 813 236	8 995 697
Prélèvement sur fonds de roulement	0	0	0	-5 506 360

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Réalisé 2016	Réalisé 2017	BR2 2018	Budget 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice	7 480 348	5 320 458	4 602 496	675 697
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	5 532 554	6 465 317	6 900 000	6 900 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	3 407 908	3 306 839	3 580 000	3 580 000
= capacité d'autofinancement	9 604 994	8 478 936	7 922 496	3 995 697

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Réalisé 2016	Réalisé 2017	BR2 2018	Budget 2019
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	7 880 723	2 096 181	1 982 230	-5 506 360
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulement-trésorerie)	388 577	-1 381 579	0	0
Variation de la trésorerie (abondement ou prélèvement)	7 492 146	3 477 760	1 982 230	-5 506 360
Niveau du fonds de roulement	33 762 642	35 858 823	37 841 053	32 334 693
Niveau du besoin en fonds de roulement	-9 145 860	-10 527 439	-10 527 439	-10 527 439
Niveau de la trésorerie	42 908 503	46 386 263	48 368 493	42 862 133

45

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	48 368 493	68 605 878	56 249 453	45 600 640	64 633 780	53 487 712	41 486 416	74 496 566	65 560 693	55 162 266	60 113 740	50 647 164	
dont placements													
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	30 191 157	1 465 232	732 003	31 261 617	867 022	702 983	44 764 785	1 578 169	1 916 735	19 329 823	4 083 040	4 469 654	141 362 218
Subvention pour charges de service public	29 817 500	0	0	29 817 500	0	0	41 744 500	0	0	17 890 500	0	0	119 270 000
Autres financements de l'Etat	0	0	200 273	0	0	232 501	58 152	0	6 035	0	0	163 849	660 809
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements publics	0	771 220	88 589	880 375	568 737	94 878	908 893	1 056 118	287 018	341 982	902 842	2 696 746	8 597 398
Recettes propres	373 657	694 012	443 140	563 742	298 285	375 604	2 053 240	522 051	1 623 682	1 097 341	3 180 198	1 609 059	12 834 011
Recettes budgétaires fléchées	0	0	0	0	652 334	0	1 876 079	0	652 334	0	0	3 466 453	6 647 200
Financements de l'Etat fléchés	0	0	0	0	652 334	0	0	0	652 334	0	0	695 332	2 000 000
Autres financements publics fléchés	0	0	0	0	0	0	1 876 079	0	0	0	0	2 771 121	4 647 200
Recettes propres fléchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en compte de tiers	6 253	284 605	770 285	455 880	578 371	155 803	559 304	3 136	583 304	525 585	703 748	798 727	5 425 000
TVA encaissée	6 253	7 065	2 569	3 142	6 603	9 139	5 089	3 136	3 216	2 375	28 343	43 071	120 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	277 540	767 716	452 738	571 768	146 664	554 215		580 088	523 210	675 405	755 656	5 305 000
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	30 197 410	1 749 837	1 502 287	31 717 497	2 097 727	858 787	47 200 168	1 581 304	3 152 372	19 855 408	4 786 788	8 734 834	153 434 418
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées	9 911 916	13 447 921	11 412 402	11 712 280	12 727 875	11 953 272	12 205 452	10 503 249	12 059 471	13 793 318	12 701 838	14 594 829	147 023 823
Personnel	9 374 827	11 342 837	9 545 100	9 286 759	10 709 637	10 235 751	9 853 919	10 294 006	8 952 505	9 927 164	9 882 629	10 428 719	119 833 856
Fonctionnement	537 089	1 752 597	1 172 008	1 461 245	987 612	1 121 534	2 107 194	0	1 871 315	2 706 647	1 419 419	2 766 321	17 902 981
Investissement	0	352 486	695 294	964 276	1 030 625	595 987	244 339	209 242	1 235 651	1 159 507	1 399 789	1 399 789	9 286 986
Dépenses sur recettes fléchées	43 202	172 238	432 350	651 507	383 466	739 903	1 306 948	8 674	753 572	474 800	644 794	880 501	6 491 955
Personnel	7 899	9 557	8 043	7 825	9 024	8 625	8 303	8 674	7 543	8 365	8 327	7 945	100 129
Fonctionnement	35 303	115 197	77 036	96 047	64 915	73 718	138 505	0	123 001	177 907	93 298	181 829	1 176 755
Investissement	0	47 483	347 272	547 635	309 526	657 561	1 160 140	0	623 028	288 529	543 169	690 728	5 215 071
Opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts : remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : décaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en compte de tiers	4 906	486 103	306 349	320 569	132 455	166 908	677 617	5 255	737 757	635 815	906 732	1 044 534	5 425 000
TVA décaissée	4 906	6 483	14 094	6 266	9 280	10 511	11 296	5 255	11 981	8 331	16 238	15 358	120 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0	479 621	292 254	314 303	123 175	156 397	666 321		725 776	627 484	890 494	1 029 176	5 305 000
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9 960 024	14 106 262	12 151 101	12 684 356	13 243 795	12 860 083	14 190 017	10 517 178	13 550 800	14 903 934	14 253 364	16 519 865	158 940 778
SOLDE DU MOIS	20 237 385	-12 356 425	-10 648 813	19 033 141	-11 146 068	-12 001 296	33 010 151	-8 935 873	-10 398 428	4 951 474	-9 466 576	-7 785 031	-5 506 360
SOLDE CUMULE	68 605 878	56 249 453	45 600 640	64 633 780	53 487 712	41 486 416	74 496 566	65 560 693	55 162 266	60 113 740	50 647 164	42 862 133	
			</										

Etat soumis au CA (pour information)

Tableau 8- Tableau des opérations liées aux recettes fléchées (Prévisionnel)

	Antérieures à N non dénouées	Prévisionnel 2019	2020	2021	2022
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice	0	-1 949 708	-1 794 463	-4 331 114	3 750 426
Recettes fléchées	11 598 198	6 647 200	14 490 000	12 790 894	130 451
Financements de l'Etat fléchés	3 185 050	2 000 000	4 300 000	2 988 005	0
Autres financements publics fléchés	8 388 564	4 647 200	10 190 000	9 802 889	130 451
Recettes propres fléchées	24 584	0	0	0	0
Dépenses sur recettes fléchées	13 547 907	6 491 955	17 026 651	4 709 354	3 909 613
Personnel (AE=CP)					
AE	127 656	100 129	0	0	0
CP	127 656	100 129	0	0	0
Fonctionnement et intervention					
AE	417 953	1 176 755	321 651	359 354	30 413
CP	389 004	1 176 755	321 651	359 354	30 413
Investissement					
AE	13 285 150	7 075 071	20 757 080	9 950 000	4 000 000
CP	13 031 246	5 215 071	16 705 000	4 350 000	3 879 200
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	-1 949 708	155 245	-2 536 651	8 081 540	-3 779 162
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	-1 949 708	-1 794 463	-4 331 114	3 750 426	-28 736

Tableau soumis au CA (pour vote)

Tableau 9 - Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (prévisionnel)

Dépenses

Opérations	Montant opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogramm. N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogramm. N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consomm. <= N (CP)
RECHERCHE Contrats de recherche	11 014 957	4 757 251	2 619 105	1 874 654	1 949 296	3 823 950	4 797 189	2 558 494	1 874 654	1 949 296	3 823 950	4 571 902	60 611
Total Contrats de recherche	11 014 957	4 757 251	2 619 105	1 874 654	1 949 296	3 823 950	4 797 189	2 558 494	1 874 654	1 949 296	3 823 950	4 571 902	60 611
INTERNATIO Conventions internaionales	7 176 666	3 147 300	1 642 354	0	2 843 604	2 843 604	3 146 158	1 566 368	0	2 843 604	2 843 604	2 690 708	75 986
Total Contrats d'enseignement	7 176 666	3 147 300	1 642 354	0	2 843 604	2 843 604	3 146 158	1 566 368	0	2 843 604	2 843 604	2 690 708	75 986
PPI Programme pluriannuel inv	73 349 876	18 611 656	14 688 515	260 000	13 885 420	14 145 420	19 431 226	13 797 095	190 000	10 520 680	10 710 680	44 515 941	4 326 160
Total Programmes pluriannuels d'inv	73 349 876	18 611 656	14 688 515	260 000	13 885 420	14 145 420	19 431 226	13 797 095	190 000	10 520 680	10 710 680	44 515 941	4 326 160
Total	91 541 499	26 516 207	18 949 974	2 134 654	18 678 320	20 812 974	27 374 573	17 921 957	2 064 654	15 313 580	17 378 234	51 778 551	4 462 757
Ss total personnel	7 197 626	3 402 459	1 761 796	876 501	1 446 770	2 323 271	3 406 141	1 761 796	876 501	1 446 770	2 323 271	3 112 559	0
Ss total fonctionnement	9 992 027	3 993 729	2 176 052	885 445	3 073 085	3 958 530	4 048 666	2 052 558	885 445	3 073 085	3 958 530	3 857 445	123 494
Ss total investissement	74 351 846	19 120 018	15 012 126	372 708	14 158 465	14 531 173	19 919 766	14 107 603	302 708	10 793 725	11 096 433	44 808 547	4 339 263

Recettes

Opérations	Montant opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissm. < N	Encaissm. prévus N	Restes à encaisser > N
RECHERCHE Contrats de recherche	11 014 957	1 338 577	9 676 380	3 279 369	3 031 055	3 365 955
Total Contrats de recherche	11 014 957	1 338 577	9 676 380	3 279 369	3 031 055	3 365 955
INTERNATIO Conventions internaionales	7 176 666	352 368	6 824 299	2 761 057	2 750 930	1 312 312
Total Contrats d'enseignement	7 176 666	352 368	6 824 299	2 761 057	2 750 930	1 312 312
PPI Programme pluriannuel inv	73 349 876	25 329 564	48 020 312	10 412 108	5 000 000	32 608 204
Total Programmes pluriannuels d'inv	73 349 876	25 329 564	48 020 312	10 412 108	5 000 000	32 608 204
Total	91 541 499	27 020 509	64 520 990	16 452 534	10 781 985	37 286 471

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (Dépenses)
Budget Initial 2019

A - Prévision d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP)

N°	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (BI 2019)										Restes à réaliser		Prévision N+1 et suivantes					
				AE ouvertes années antérieures à N (<2019)	AE consommées années antérieures à N (<2019)	AE reprogramm. ou reportées en N (2019)	AE nouvelles ouvertes en N (2019)	TOTAL des AE ouvertes en N (2019)	CP ouverts années antérieures à N (<2019)	CP consommés années antérieures à N (<2019)	CP reprogrammés ou reportés en N (2019)	CP nouveaux ouverts en N (2019)	TOTAL des CP ouverts en N (2019)	Restes à engager fin d'année n (AE)	Restes à payer s/AE consommées fin d'année n (CP)	AE prévues en N+1 (2020)	CP prévus en N+1 (2020)	AE prévues en N+2 (2021)	CP prévus en N+2 (2021)	AE prévues > N+2 (>2021)	CP prévus > N+2 (>2021)
			(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(11)-(3)- (6)	(3)+(6)-(8)-(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
		Direction de l'immobilier																			
1		900070SCX- Réaménagt SCD BU Chevreul	395 160	395 160	395 160	0	0	0	395 160	395 160	0	0	0	0	0						
2		900070KLS- mise en sécurité Bât.KL- Complément K	24 980 000	19 855 800	19 855 800	0	0	0	19 855 800	19 855 800	0	0	0	5 124 200	0	1 700 000	1 700 000	3 424 200	3 000 000		424 200
3		900070AM- Aménagts extérieurs	380 000	190 400	190 400	0	100 000	100 000	115 140	115 140	0	175 260	175 260	89 600	0	89 600	89 600	0	0		
4		900070MU- Musée moulages et aménagement réserve	6 112 080	6 052 080	6 052 080	0	60 000	60 000	5 860 000	5 860 000	0	200 000	200 000	0	52 080	0	0	52 080			
5		900070TEX- Téléphonie sous IP	452 140	452 140	452 140	0	0	0	452 140	452 140	0	0	0	0	0	0	0	0			
6		900070WIX- Refonte réseau WIFI	484 700	344 700	344 700	20 000	100 000	120 000	344 700	344 700	20 000	100 000	120 000	20 000	0	20 000	20 000				
7		900070AD- Travaux accessibilité	467 205	248 205	248 205	65 000	0	65 000	248 205	248 205	65 000	0	65 000	154 000	0	100 000	100 000	54 000	54 000		
8		900070PCS- Plan Campus	4 700 000	1 029 580	1 029 580	0	3 670 420	3 670 420	1 029 580	1 029 580	0	2 170 420	2 170 420	0	1 500 000	0	0	1 500 000	0	0	0
9		900070LC- Learning Center (1)	35 800 000	150 000	150 000	0	7 000 000	7 000 000	150 000	150 000	0	5 000 000	5 000 000	28 650 000	2 000 000	28 150 000	19 000 000	500 000	10 000 000		1 650 000
10		900070CO- Cours intérieures	400 000	30 000	30 000	0	150 000	150 000	30 000	30 000	0	50 000	50 000	220 000	100 000	220 000	150 000	0	170 000		
11		900070LUM- Eclairage général	1 550 000	50 000	50 000	0	150 000	150 000	50 000	50 000	0	150 000	150 000	1 350 000	0	700 000	700 000	650 000	500 000		150 000
12		900070SGN-signalétique	300 000	50 000	50 000	0	150 000	150 000	50 000	50 000	0	150 000	150 000	100 000	0	100 000	70 000		30 000		
13		900070SOL- Aménagements sols	200 000	60 000	60 000	60 000	80 000	140 000	60 000	60 000	40 000	100 000	140 000	0	0	0	0	0			
14		900070SP- Aménag.sportifs (Maison sport/ terrain foot)	2 700 000	75 000	75 000	0	450 000	450 000	75 000	75 000	0	450 000	450 000	2 175 000	0	1 700 000	500 000	475 000	870 000		805 000
15		900070CH- Rénovation chauffage PDA	800 000	30 000	30 000	0	470 000	470 000	30 000	30 000	0	470 000	470 000	300 000	0	300 000	300 000	0	0		
16		900070EL- Rénovation électrique MSH	500 000			0	300 000	300 000			0	250 000	250 000	200 000	50 000	200 000	200 000		50 000		
		Direction Système d'Information																			
17		90010SEC-Sécurité RGPD informatique	275 000	30 000	30 000	0	75 000	75 000	30 000	30 000	0	75 000	75 000	170 000	0	75 000	75 000	95 000	95 000		
18		90010PARC-Remplacement parc informatique	1 600 000	400 000	400 000	0	400 000	400 000	400 000	400 000	0	400 000	400 000	800 000	0	400 000	400 000	400 000	400 000		
19		90010ENSG- Remplacement parc informatique Enspts	350 000	100 000	100 000	0	150 000	150 000	100 000	100 000	0	150 000	150 000	100 000	0	100 000	100 000				
20		90010PAV- Remplacement parc audio-visuel	400 000	45 000	45 000	0	115 000	115 000	45 000	45 000	0	115 000	115 000	240 000	0	150 000	150 000	90 000	90 000		
21		90010ISH- Rénovat.réseau informat.MSH	430 000	0	0	65 000	365 000	430 000	0	0	65 000	365 000	430 000	0	0	0	0	0	0		
22		90010MOM- Rénovat.réseau informat.MOM	200 000	0	0	50 000	100 000	150 000	0	0		150 000	150 000	50 000	0	50 000	50 000				
						0															
		TOTAL PPI	83 476 285	29 588 065	29 588 065	260 000	13 885 420	14 145 420	29 320 725	29 320 725	190 000	10 520 680	10 710 680	39 742 800	3 702 080	34 054 600	25 156 680	5 688 200	15 259 000	0	3 029 200

(1) Le montant global de l'opération Learning Center s'élève à 36.650.000€ dont 850.000€ correspondent à des dépenses réalisées directement par l'UDL. Ces sommes n'étant pas imputées sur le budget de Lyon2, elles n'apparaissent pas dans la programmation budgétaire de l'opération en dépenses ni en recettes.

Observations: Un écart existe entre le tableau des opérations du PPI et les tableaux 9 et 10 (Tableaux des Opérations pluriannuelles, agrégé et détaillé) dû à certaines opérations réalisées avant la mise en place de la GBCP, opérations non comptabilisées dans le nouveau système d'information.

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)
Budget initial 2019

B - Prévisions de recettes (RE)

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N (2019)	Reste à notifier	Financements extérieurs					Prévisions en N+1 et suivantes		
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)	Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à N (2019)	Encaissements de N (2019)		Restes à encaisser	Encaissements prévus en N+1 (2020)	Encaissements prévus en N+2 (2021)	Encaissements prévus > N+2 (>2021)
						(18)	(20)	Encaissements prévus (21a)	Encaissements réalisés (21b)	22=(18)-(20)-(21a)	(23)	(24)	(25)
900070SCX Réaménagt SCD-BU Chevreul	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financement (Région)				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	395 160											
Total Opération 1		395 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070KLS- mise en sécurité Bât.KL - complément K	Financement de l'Etat	14 767 000	12 377 013		2 389 987	14 767 000	12 478 995			2 288 005	500 000	1 788 005	0
	Extérieur (Région)	5 440 000	4 600 591		839 409	5 440 000	4 597 124			842 876	300 000	542 876	0
	Extérieur (Grand Lyon)	3 273 000	2 758 715		514 285	3 273 000	2 765 880	0		507 120	200 000	307 120	0
	Autofinancement par l'établissement	1 500 000											
Total Opération 2		24 980 000	19 736 319	0	3 743 681	23 480 000	19 841 999	0	0	3 638 001	1 000 000	2 638 001	0
900070AM- Aménagts extérieurs	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	500 400											
Total Opération 3		500 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070MU- Musée des moulages	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements (UDL)	4 800 000	4 800 000		0	4 800 000	4 800 000			0			
	Autofinancement par l'établissement	1 312 080											
Total Opération 4		6 112 080	4 800 000	0	0	4 800 000	4 800 000	0	0	0	0	0	0
900070TEX- Téléphonie sous IP	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	452 140											
Total Opération 5		452 140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070WIX- Refonte réseau WIFI	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	484 700											
Total Opération 6		484 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070AD- Travaux accessibilité	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	467 205											
Total Opération 7		467 205	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070PCS- Plan Campus	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	4 700 000											
Total Opération 8		4 700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070LC- Learning Center-Bron (1)	Financement de l'Etat CPER	6 500 000			6 500 000	6 500 000	2 000 000			4 500 000	3 800 000	700 000	
	Financement REGION (CPER)	6 650 000			6 650 000	6 650 000	1 000 000			5 650 000	3 800 000	1 850 000	
	Financement REGION soutien Campus	16 100 000			16 100 000	16 100 000	1 300 000			14 800 000	5 890 000	8 910 000	
	Métropole	1 000 000			1 000 000	1 000 000	700 000			300 000	0	300 000	
	CROUS	550 000			550 000	550 000					0	550 000	
	Autofinancement par l'établissement	5 000 000											
Total Opération 9		35 800 000	0	0	30 800 000	30 800 000	0	5 000 000	0	25 800 000	13 490 000	12 310 000	0
900070CO- Cours intérieures	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	400 000											
Total Opération 10		400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070LU- Eclairage espaces (lumières)	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	1 550 000											
Total Opération 11		1 550 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070SG-Signalétique	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	300 000											
Total Opération 12		300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)
Budget Initial 2019

B - Prévisions de recettes (RE)

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N (2019)	Reste à notifier	Financements extérieurs					Prévisions en N+1 et suivantes		
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)	Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à N (2019)	Encaissements de N (2019) Encaissements prévus	Encaissements réalisés	Restes à encaisser	Encaissements prévus en N+1 (2020)	Encaissements prévus en N+2 (2021)	Encaissements prévus > N+2 (>2021)
900070SO- Aménagement Sols	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	200 000											
	Total Opération 13	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070SSP- Aménagement sportifs (Maison sport/ Terrain foot)	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	2 700 000											
	Total Opération 14	2 700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070CH- Rénovation chauffage PDA	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	800 000											
	Total Opération 15	800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
900070ELEC- Rénovation électricité MSH	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	500 000											
	Total Opération 16	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90010SEC- Sécurité RGPD informatique	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	275 000											
	Total Opération 17	275 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90010PARC- Remplacement parc informatique	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	1 600 000											
	Total Opération 18	1 600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90010ENSG- Remplacement parc informatique Enspts	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	350 000											
	Total Opération 19	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90010PAV- Remplacement parc audio-visuel	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	400 000											
	Total Opération 20	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90010ISH- Rénovat.réseau informat.MSH	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	430 000											
	Total Opération 21	430 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90010MOM- Rénovat.réseau informat.MOM	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	200 000											
	Total Opération 22	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total PPI	Ss total financement de l'Etat	21 267 000	12 377 013		8 889 987	21 267 000	12 478 995	2 000 000		6 788 005	4 300 000	2 488 005	
	Ss total financements CT	33 013 000	12 159 306		20 853 694	33 013 000	7 363 004	3 000 000		22 649 996	10 190 000	12 459 996	
	Ss total autres financements	4 800 000	4 800 000		0	4 800 000	4 800 000			0	0	0	
	Ss total autofinanc.par l'établissement	24 516 685			0					0	0	0	
	TOTAL	83 596 685	29 336 319	0	29 743 681	59 080 000	24 641 999	5 000 000	0	29 438 001	14 490 000	14 948 001	0

Tableau soumis au CA (pour information)

Tableau 10- Tableau détaillé des opérations pluriannuelles (Prévisions)

Prévisions d'AE et de CP			Prévisions N (BI + BR)										Prévisions N+1 et suivantes					
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
Contrats de recherche	Personnel	6 485 854	3 004 526	1 650 844	876 501	1 201 151	2 077 652	3 008 208	1 650 844	876 501	1 201 151	2 077 652	844 973	875 417	529 749	529 749	28 954	28 954
	Fonctionnement	3 702 774	1 405 414	771 402	885 445	484 689	1 370 134	1 461 492	723 894	885 445	484 689	1 370 134	611 679	611 679	223 827	223 827	91 719	91 719
	Investissement	826 329	347 310	196 859	112 708	263 456	376 164	327 488	183 756	112 708	263 456	376 164	88 655	88 655	14 200	14 200	0	0
	Total Contrats de recherche	11 014 957	4 757 251	2 619 105	1 874 654	1 949 296	3 823 950	4 797 189	2 558 494	1 874 654	1 949 296	3 823 950	1 545 307	1 575 751	767 776	767 776	120 673	120 673
Contrats d'enseignement	Personnel	711 772	397 933	110 952	0	245 619	245 619	397 933	110 952	0	245 619	245 619	68 220	68 220	0	0	0	0
	Fonctionnement	6 287 392	2 586 454	1 402 839	0	2 588 396	2 588 396	2 585 312	1 326 853	0	2 588 396	2 588 396	712 775	712 775	369 354	369 354	30 413	30 413
	Investissement	177 502	162 913	128 563	0	9 589	9 589	162 913	128 563	0	9 589	9 589	5 000	5 000	0	0	0	0
	Total Contrats d'enseignement	7 176 666	3 147 300	1 642 354	0	2 843 604	2 843 604	3 146 158	1 566 368	0	2 843 604	2 843 604	785 995	785 995	369 354	369 354	30 413	30 413
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	1 861	1 861	1 810	0	0	0	1 861	1 810	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement	73 348 015	18 609 795	14 686 705	260 000	13 885 420	14 145 420	19 429 365	13 795 285	190 000	10 520 680	10 710 680	34 904 600	25 156 680	5 688 200	15 259 000	0	3 879 200
	Total Programmes pluriannuels d'inv	73 349 876	18 611 656	14 688 515	260 000	13 885 420	14 145 420	19 431 226	13 797 095	190 000	10 520 680	10 710 680	34 904 600	25 156 680	5 688 200	15 259 000	0	3 879 200
	Ss total Personnel	7 197 626	3 402 459	1 761 796	876 501	1 446 770	2 323 271	3 406 141	1 761 796	876 501	1 446 770	2 323 271	913 193	943 637	529 749	529 749	28 954	28 954
	Ss total Fonctionnement	9 992 027	3 993 729	2 176 052	885 445	3 073 085	3 958 530	4 048 666	2 052 558	885 445	3 073 085	3 958 530	1 324 454	1 324 454	593 181	593 181	122 132	122 132
	Ss total Investissement	74 351 846	19 120 018	15 012 126	372 708	14 158 465	14 531 173	19 919 766	14 107 603	302 708	10 793 725	11 096 433	34 998 255	25 250 335	5 702 400	15 273 200	0	3 879 200
	TOTAL	91 541 499	26 516 207	18 949 974	2 134 654	18 678 320	20 812 974	27 374 573	17 921 957	2 064 654	15 313 580	17 378 234	37 235 902	27 518 426	6 825 330	16 396 130	151 086	4 030 286

Prévisions de recettes			Prévisions N		Prévisions en N+1 et suivantes		
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	698 790	185 300	3 000	0	16 015	0
	Autres financements publics	8 040 398	2 665 165	2 857 975	1 091 463	577 098	336 791
	Autres financements	937 192	428 905	170 080	111 720	30 440	0
	Total Contrats de recherche	9 676 380	3 279 369	3 031 055	1 203 183	623 553	336 791
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	0	0	0	0	0	0
	Autres financements publics	6 794 234	2 764 517	2 750 930	378 270	294 893	130 451
	Autres financements	30 065	-3 460	0	0	0	0
	Total Contrats d'enseignement	6 824 299	2 761 057	2 750 930	378 270	294 893	130 451
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	11 757 018	3 185 051	2 000 000	4 300 000	2 988 005	0
	Autres financements publics	36 263 294	7 203 052	3 000 000	10 190 000	12 809 996	0
	Autres financements	0	24 005	0	0	0	0
	Total Programmes pluriannuels d'inv	48 020 312	10 412 108	5 000 000	14 490 000	15 798 001	0
	Ss total Financement de l'Etat	12 455 808	3 370 351	2 003 000	4 300 000	3 004 020	0
	Ss total Autres financements	51 097 926	12 632 733	8 608 905	11 659 733	13 681 987	467 242
	Ss total Autres financements	967 257	449 450	170 080	111 720	30 440	0
	TOTAL	64 520 990	16 452 534	10 781 985	16 071 453	16 716 447	467 242

Etat soumis au CA (pour information)

DAF- Service du Budget

Tableau 11 - Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (dotation)

		Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	ECL	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon 1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	Inst catho Lyon	Ecole des Mines	Univ. Clermont-Fd Blaise Pascal	Autres (Bord 3, Paris 4,...)	Univ Neuchâtel	ENSSIB	TOTAL
UMR 5138 ARAR	Fonctionnement Personnel Investissement	19 220	27 500							1 000								4 000			51 720 0
TOTAL		19 220	27 500																		46 720
UMR 5133 Archéorient	Fonctionnement Personnel Investissement	35 311	90 245																		125 556 0
TOTAL		35 311	90 245																		125 556
UMR 5137 CERCRID	Fonctionnement Personnel Investissement	12 910	10 000									53 312									76 222 0 0
TOTAL		12 910	10 000									53 312									76 222
UMR 5646 CHAM	Fonctionnement Personnel Investissement	34 138	26 000	17 000	9 000					15 000				12 667							113 805 0
TOTAL		34 138	26 000	17 000	9 000					15 000				12 667							113 805
UMR 5283 CMW	Fonctionnement Personnel Investissement	66 138	21 000	14 500								22 152									123 790 0
TOTAL		66 138	21 000	14 500								22 152									123 790
UMR 5596 DDL	Fonctionnement Personnel Investissement	33 199	56 500							51 700		42 282				24 356		24 200			89 699 0
TOTAL		33 199	56 500							51 700		42 282				24 356		24 200			89 699
UMR 5600 EVS	Fonctionnement Personnel Investissement	46 363	55 000	45 900		23 000	5 500														318 301 0
TOTAL		46 363	55 000	45 900		23 000				51 700		42 282				24 356					288 601
UMR 5824 GATE	Fonctionnement Personnel Investissement	44 577	47 000	7 650							3 000	40 183									142 410 0
TOTAL		44 577	47 000	7 650							3 000	40 183									142 410
UMR 5189 HISOMA	Fonctionnement Personnel Investissement	56 497	54 500	17 500						30 940		12 047									171 484 0
TOTAL		56 497	54 500	17 500						30 940		12 047									171 484
UMR 5062 IAO	Fonctionnement Personnel Investissement	13 374	25 000	37 130					5 000												80 504 0
TOTAL		13 374	25 000	37 130					5 000												80 504
UMR 5191 ICAR	Fonctionnement Personnel Investissement	63 103	25 000	50 000																	138 103 0
TOTAL		63 103	25 000	50 000																	138 103
UMR 5317 IHRIM	Fonctionnement Personnel Investissement	55 707	74 000	95 000						11 967		24 003					19 395				280 072 0
TOTAL		55 707	74 000	95 000						11 967		24 003					19 395				280 072
USR 3185 IRAA	Fonctionnement Personnel Investissement	3 500	19 000															23 300			45 800 0
TOTAL		3 500	19 000																		22 500
USR 2005 MSH-LSE	Fonctionnement Personnel Investissement	10 000	62 000	16 000					4 200	16 000		21 000						75 000			204 200 0
TOTAL		10 000	62 000																		72 000
FRE 2002 LADEC	Fonctionnement Personnel Investissement	22 000	17 000																		39 000 0
TOTAL		22 000	17 000	0																	39 000
UMR 5593 LAET	Fonctionnement Personnel Investissement	28 168	18 000			38 000															84 168 0
TOTAL		28 168	18 000			38 000															84 168
UMR 5190 LARHRA	Fonctionnement Personnel Investissement	56 263	28 500	23 375						19 890			34 359								162 387 0
TOTAL		56 263	28 500	23 375						19 890			34 359								162 387
UMR 5205 LIRIS	Fonctionnement Personnel Investissement	19 721	140 000				31 816	10 000			163 000										364 537 0
TOTAL		19 721	140 000				31 816	10 000			163 000										364 537
USR 3439 MOM	Fonctionnement Personnel Investissement	109 437	97 000																		206 437 0
TOTAL		109 437	97 000															0			206 437
UMR 5206 TRIANGLE	Fonctionnement Personnel Investissement	79 778	43 000	70 550					27 000			9 305									229 633 0
TOTAL		79 778	43 000	70 550	0	0	0	0	27 000	0	0	9 305	0	0	0	0	0	0	0		229 633
Total Moyens		809 404	936 245	378 605	9 000	61 000	31 816	10 000	32 000	129 497	166 000	203 284	34 359	12 667	0	24 356	19 395	0			2 857 628

Etat soumis au CA (pour information)

Tableau 11 - Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (personnel)

		Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	ECL	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	Inst catho lyon	Ecole des Mines	Univ. Clermont-Ferrand Blaise Pascal	Autres (Bord3, Paris 4,...)	Univ Neuchâtel	ENSSIB	Total
UMR 5138 ARAR	Nb EC + C	4	6															29			39
	Nb ITA		11								1							4			16
UMR 5133 Archéorient	Nb EC + C	8	18															1			27
	Nb ITA		8																		8
UMR 5137 CERCRID	Nb EC + C	10	2									35						3			50
	Nb ITA	1	2									3									6
UMR 5648 CIHAM	Nb EC + C	19	6	3	2					11				6				12			59
	Nb ITA	1	5		2					1				1							10
UMR 5283 CMW	Nb EC + C	35	5	3								12						4			59
	Nb ITA	1	6	3								2						3			15
UMR 5596 DDL	Nb EC + C	11	8															6			25
	Nb ITA		7																		7
UMR 5600 EVS	Nb EC + C	25	5	9		10	4			17		16				18		14			118
	Nb ITA	1	7	6		2				2		3				7		4			32
UMR 5824 GATE	Nb EC + C	20	9	4								18						4			55
	Nb ITA	1	9	1								2						2			15
UMR 5189 HISOMA	Nb EC + C	24	10	6						16		9						6			71
	Nb ITA	3	9	1						1		1									15
UMR 5062 IAO	Nb EC + C	3	4	3					2									6			18
	Nb ITA		5																		5
UMR 5191 ICAR	Nb EC + C	27	4	9														13			53
	Nb ITA	1	8	2														1			12
UMR 5317 IHRIM	Nb EC + C	29	17	28						13		12					19	24			142
	Nb ITA	1	13	3						1		3					1				22
USR 3155 IRAA	Nb EC + C	2	3															8			13
	Nb ITA		8															2			10
USR 3385 MSH-LSE	Nb EC + C								1												1
	Nb ITA	2	11																		13
UMR LADEC	Nb EC + C	8																6			14
	Nb ITA	1																			1
UMR 5593 LAET	Nb EC + C	9	2			5												4			20
	Nb ITA	2	3			6															11
UMR 5190 LARHRA	Nb EC + C	29	6	10						13			26					16			100
	Nb ITA	2	5	3						1											11
UMR 5205 LIRIS	Nb EC + C	10	6				46	10		2	64							1			139
	Nb ITA	1	9				3	2			4										19
USR 3439 MOM	Nb EC + C		1																		1
	Nb ITA	8	21																		29
UMR 5206 TRIANGLE	Nb EC + C	51	12	14					20			9						13			119
	Nb ITA	2	7	2								3									14
Total ETP		352	278	110	4	23	53	12	23	78	69	128	26	7	0	25	20	186	0	0	1394

Note de présentation du budget initial 2019

Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Ce tableau permet de comprendre l'articulation entre les grands agrégats financiers traditionnels et les nouveaux indicateurs introduits par la comptabilité budgétaire. Il regroupe toutes les informations essentielles sur la santé financière de l'établissement.

		BI 2019
Stocks initiaux	Niveau initial de restes à payer	1 496 356
	Niveau initial du fonds de roulement	37 841 053
	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-10 527 439
	Niveau initial de la trésorerie	48 368 493
	<i>dont niveau initial de la trésorerie fléchée</i>	-1 949 708
	<i>dont niveau initial de la trésorerie non fléchée</i>	50 318 201
Flux de l'année	Autorisations d'engagement	161 350 518
	Résultat patrimonial	675 697
	Capacité d'autofinancement	3 995 697
	Variation du fonds de roulement	-5 506 360
	Opérations bilanciellles non budgétaires	0
	<i>Nouvel emprunt / remboursement de prêt</i>	
	<i>Remboursement d'emprunt / prêt accordé</i>	
	<i>Cautionnements et dépôts</i>	
	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	0
	<i>Variation des stocks</i>	
	<i>Production immobilisée</i>	
	<i>Charges sur créances irrécouvrables</i>	
	<i>Produits divers de gestion courante</i>	
	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	0
	<i>Ecart entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des op. sur ex. ant.</i>	
	<i>Ecart entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des op. de l'ex. en cours</i>	
	<i>Ecart entre les charges/immos et les décaissements relatifs à des op. sur ex. ant.</i>	
	<i>Ecart entre les charges/immos et les décaissements relatifs à des op. de l'ex. en cours</i>	
	Solde budgétaire	-5 506 360
	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	0
	Variation de la trésorerie	-5 506 360
	<i>dont variation de la trésorerie fléchée</i>	155 245
	<i>dont variation de la trésorerie non fléchée</i>	-5 661 605
	Variation du besoin en fonds de roulement	0
	Restes à payer	7 834 740
Stocks finaux	Niveau final de restes à payer	9 331 096
	Niveau final du fonds de roulement	32 334 693
	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-10 527 439
	Niveau final de la trésorerie	42 862 133
	<i>dont niveau final de la trésorerie fléchée</i>	-1 794 463
	<i>dont niveau final de la trésorerie non fléchée</i>	44 656 596

Politique d'achat

Plan d'actions achat - Fiche d'identification année N	Année 2018	Précisions
Acronyme de l'établissement	UNIVERSITE LUMIERE LYON 2	En toutes lettres
Nom de l'établissement		Le nom d'usage de l'établissement est le nom repris sur les supports de communication, éventuellement avalisé par les instances représentatives de l'établissement et qui diffère du nom de ses statuts
Le cas échéant, nom d'usage de l'établissement		196 917 751
SIREN		Le SIREN se compose de 9 positions, il permet le référencement de l'établissement
Nature juridique de l'établissement	EPSCP	EPA, EPSCP, EPST, EPIC, GIP, fondation ou autre à préciser
Adresse du siège de l'établissement	16 Quai Claude Bernard, 69007 Lyon	Ces informations sont utilisées dans le cadre du courrier de lancement de la campagne des PAA adressé à l'ordonnateur de la structure
Ministère et direction de la tutelle technique	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	Si tutelles multiples, indiquer la tutelle principale (= 1ère énoncée dans le décret de création de l'établissement)
Le cas échéant, nom et prénom du contrôleur économique et financier (CGEFI)		
Direction générale de l'établissement		
Nom et prénom du dirigeant exécutif (l'ordonnateur principal)	Mme Nathalie DOMPNIER	
Titre du dirigeant exécutif (l'ordonnateur principal)	Présidente de l'Université Lumière Lyon 2	Directeur, DG, Pdt, PDG, Administrateur, etc.
Adresse électronique de l'ordonnateur principal ou de son secrétariat	presidence@univ-lyon2.fr	Cette information est destinée exclusivement au directeur des achats de l'Etat
Organisation de l'établissement		
Présence de services déconcentrés (oui/non)	NON	Un service déconcentré dispose d'un budget propre
Si oui, nombre d'entités déconcentrées (ou en capacité de passer des marchés)		Exemples : délégations régionales, unités territoriales, laboratoires, etc.
Nombre de sites géographiques	6 (campus Berges du Rhône à Lyon, Campus Porte des Alpes à Bron, Quadrilatère Berthelot, Ecully, Musées des moulages, Vinatier)	Si décompte complexe, indiquer un ordre de grandeur
Effectif total de l'établissement	1684,9 ETP en 2017	
Organisation de la fonction achat (pour toutes précisions, complétez l'encadré (5) de l'onglet "commentaires")		
Nombre de représentants du pouvoir adjudicateur au sein de l'établissement (RPA)	7	Nombre de personne disposant du droit de signer des marchés publics soumis aux dispositions du droit de la commande publique. A cet effet, une délégation de compétence et/ou de signature doit être prévue par le pouvoir adjudicateur (PA).
Nom et prénom du responsable achat	DELATTRE Gaëlle	Le responsable achat pilote et met en œuvre la politique d'achat au sein de son entité, selon les objectifs de performance assignés par l'Etat et définit les stratégies d'achat relevant de son périmètre. (Code de l'emploi interministériel des métiers de l'Etat (RIME) : FP2ACH01).
Positionnement du "responsable achat" par rapport au dirigeant exécutif (N-x)	N-4	Quelle est la distance hiérarchique directe entre le responsable des achats et le dirigeant exécutif (sous format N-x)
Le responsable achat siège-t-il au comité de direction (oui/non)	NON	
Fonction du responsable achat	Chargée de l'achat, des marchés publics et du pilotage du CAC	Exemples : directeur des achats, chef du bureau juridique et des achats, directeur des affaires financières, etc.
Adresse du responsable achat	86 rue Pasteur 6 69365 Lyon Cedex 07	uniquement si cette dernière est différente de l'adresse du siège de l'établissement
Téléphone du responsable achat	04 78 69 74 64	
Adresse électronique du responsable achat	marchespublics@listes.uni-lyon2.fr	Ces données sont utilisées dans le cadre des échanges avec la DAE
Adresse électronique du supérieur hiérarchique du responsable achat	emilie.colin@univ-lyon2.fr	Ces données sont utilisées dans un souci de respect de la chaîne hiérarchique dans le cadre des échanges avec la DAE
Le cas échéant, adresse électronique de l'adjoint du responsable achat		Ces données sont utilisées dans le cadre des échanges avec la DAE
Le cas échéant, nom du "service achat" placé sous l'autorité du responsable achat		Exemples : direction de la commande publique, service marché, bureau juridique et des achats, etc.
A quelle entité est-il rattaché :		
- au secrétariat général (oui/non)		
- à la direction des affaires financières (oui/non)		
- autre direction (précisez laquelle)		
Effectif total du service achat de l'établissement (dont le responsable achat)	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	La réponse est exclusive. Exemple : un service achat placé au sein de la direction des affaires financières ne peut être rattaché directement au secrétariat général, même si la direction des affaires financières est, elle-même, rattachée au secrétariat général
Parmi les personnes du service achat, précisez (en équivalent temps plein) le nombre :	1 personne à 80% qui gère d'autres tâches	
-de responsables d'entité ou de pôle achat		
-de conseillers en ingénierie d'achat		
-d'acheteurs		Conseille et apporte son expertise aux acteurs de la chaîne achat en vue d'optimiser l'achat public et de contribuer à sa performance (Code de l'emploi référence au RIME : FP2ACH03)
En dehors du service achat et/ou du responsable achat, existe-t-il des personnes réalisant des achats au sein de l'établissement (oui/non)	oui, tous les achats inférieurs à 500€ HT ne passent pas par le pôle de la commande publique	Procède aux achats de toute nature en vue de satisfaire les besoins qualitatifs et quantitatifs des services et contribuer à la performance des achats. (Code de l'emploi référence au RIME : FP2ACH02)
Si oui, précisez le nombre de ces personnes		Personnes qui passent des marchés en dehors du service achat
Parmi ces personnes réalisant des achats en dehors du service achat, nombre d'acheteurs		Si décompte complexe, donner un ordre de grandeur
Montant annuel des achats réalisés par ces personnes ne relevant pas du service achat (en euros)		Si décompte complexe, donner un ordre de grandeur
Donnez un ordre de grandeur		
Référent(s) performance achat (5 axes)		
Adresse électronique du référent "économies achats"	gaelle.delattre@univ-lyon2.fr	
Adresse électronique du référent "achats auprès des PME" et "achats innovants"	idem	Si aucun référent achat n'a été désigné sur ces axes, vous pouvez préciser les contacts mails des personnes en charge de ces sujets hors du service achat.
Adresse électronique du référent "achats responsables" (axe social et axe environnemental)	idem	Exemples : le contrôleur de gestion, le référent innovation ou le référent RSE de l'établissement
Données financières et achat		
Budget total annuel de l'établissement (en M€)	137 499 729 (2017)	
Budget annuel consacré à de l'achat (en M€)	17 163 574 (2017)	Donner un ordre de grandeur des dépenses achats (facturées, payées ou en service fait)
Montant des achats relevant du périmètre du responsable achat de l'établissement (en M€)	10 540 196	Les achats dits "maîtrisés" par le responsable achat sont réalisés par lui ou son service achat ou respectent un mode opératoire défini par lui et comprenant par exemple : la formation des personnes réalisant ces achats mais ne relevant pas de son service, la mise en place et le respect d'un guide des procédures ou de visas à un ou plusieurs stades de l'achat (étude de marché, avant publication, avant notification), etc. lui permettant d'avoir une maîtrise de ces achats
Indiquez le nombre total de marchés supérieurs à 25 000 euros notifiés en année N		Cette donnée permet d'établir la part des marchés intégrant des dispositions sociales ou environnementales dans le cadre du calcul de ces indicateurs
Indiquer le nombre d'heures d'insertion notifiées en année N		Cette donnée est facultative et permet aux établissements qui le souhaitent de valoriser le nombre d'heure d'insertion par l'activité économique (personnes éloignées de l'emploi) notifié
Nombre des marchés en cours passés selon une procédure adaptée	19	Ces données font référence aux marchés dits "vivants" dont l'enjeu financier est < au 1er seul des procédures formalisées de l'établissement
Montant de la dépense annuelle générée par ces marchés		Ces données permettent, au regard du nombre et du montant financier que ces marchés représentent, d'affiner sa politique achat
Nombre des marchés en cours passés selon une procédure formalisée	52	Ces données font référence aux marchés dits "vivants" dont l'enjeu financier est ≥ au 1er seul des procédures formalisées de l'établissement
Montant de la dépense annuelle générée par ces marchés		Ces données permettent, au regard du nombre et du montant financier que ces marchés représentent, d'affiner sa politique achat
Outils et Réseau		
Recours à une nomenclature achat (oui/non et si oui, laquelle)	NACRES	Exemples : NACRES, Nomenclature achat de l'Etat, nomenclature interne, etc.
Raccordement au Réseau Interministériel de l'Etat (RIE) (oui/non/en cours)	OUI	Contact dans le cadre du raccordement au RIE : romain.nicot@finances.gouv.fr
Utilisation de l'Outil de Rédaction des Marchés de l'Etat (ORME) (oui/non)	NON	
Utilisation du Réseau Social Professionnel des Achats de l'Etat (RespAE) (oui/non)	NON	Ces outils sont accessibles via le RIE
Utilisation de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) (oui/non)	OUI	
Si non, précisez le nom de la plateforme de dématérialisation des marchés publics utilisée		Exemples : achatpublic.com, maximilien.fr, etc.
Nom de l'éditeur du Progiciel de gestion intégré budgétaire-comptable (PGI en français - ERP en anglais), et :	STERIA	
Nature et version du produit	Logiciel budgétaire SIFAC SAP Logon 730	
Présence d'un module achat (oui/non)	non	
Date de déploiement		2011
Date de renouvellement prévisionnel		
A : LYON		
Le : 19/11/2018		
Titre du signataire : Directeur Général des Services		
Prénom et Nom du signataire : Vincent FABRE		
Signature		

La FAQ du Plan d'actions achat (PAA)	
Question ?	Réponse !
1 Pourquoi construire un PAA ?	Construire un PAA contribue à la modernisation de la fonction achat au sein d'une structure. Ce document a vocation à devenir, en interne, un outil efficace de mesure et de suivi de la performance achat ainsi qu'un support de communication permettant de valoriser la contribution du service achat aux résultats de l'établissement.
2 Quels établissements sont soumis à l'obligation de transmettre leur PAA à la DAE ?	Les établissements concernés disposent d'un budget achat supérieur à 10M€ et entrent dans l'une des 3 catégories suivantes : § les établissements publics de l'Etat de par leur nature juridique (EPA, EPIC, EPST, EPSCP) § les organismes visés au 4°, 5° et 6° de l'art. 1er du décret du 07/11/2012 relatif à la GBCP § les établissements visés par l'arrêté du 10/05/2016 pris en application du décret du 3 mars 2016 créant la DAE
3 Quels éléments constituent le PAA ?	Le PAA est constitué de 4 volets : 1. une fiche d'identification de la structure de l'année N 2. une programmation pluriannuelle des achats (années N+1 à N+4) 3. un bilan des marchés notifiés en année N 4. un extrait de la cartographie achats portant sur les dépenses par fournisseurs en année N De plus, un onglet " commentaires " permet d'apporter des précisions, notamment sur les bonnes pratiques mises en oeuvre ou les difficultés rencontrées par la structure au regard des 5 axes de politique publique ou de la fonction achat.
4 Quels sont les objectifs du PAA ?	Pour la personne en charge des achats au sein de la structure, le PAA permet : - de visualiser la stratégie achat au regard de la programmation achat et des priorités arbitrées en amont, de structurer son plan de charge, de partager l'information sur l'avancement des actions menées et de servir de base aux discussions éventuelles sur l'adéquation des moyens et des ressources au regard des missions confiées ; - de suivre les résultats des actions engagées. Pour la DAE , le PAA permet : - d'identifier et de proposer des pistes de mutualisations inter-établissements ou interministérielles ; - de construire l'offre de service auprès des établissements (conseil en organisation, accompagnement dans le cadre de la performance achat, matinales de professionnalisation, animation de réseau, outils, etc.) ; - de rendre compte, au Premier ministre et au ministre en charge du budget, de l'atteinte des objectifs fixés au regard des 5 axes de politiques publiques (économies achats, accès des PME à la commande publique, achats d'innovation et/ou tenant compte des enjeux sociaux et environnementaux).
5 Quand et où renvoyer le PAA ?	Le PAA est à retourner complété et nommé de la manière suivante : " AcronymeEntité_PAA année N - année N+1 " (ex : DAE_PAA 2018-2019) à l'adresse suivante : epn-paa.dae@finances.gouv.fr La fiche d'identification et la programmation pluriannuelle sont à transmettre au plus tard le 31 décembre de l'année N Le bilan et l'extrait de la cartographie achats peuvent être transmis jusqu'au 31 mars de l'année N+1 La présentation des documents au conseil d'administration peut être effectuée afin de renforcer la visibilité de la fonction achat.
6 Qui renseigne et valide le PAA ?	Le PAA peut être renseigné par l'ensemble des acheteurs . Pour les établissements à structure en réseau, le service achat du siège peut solliciter les responsables achat des entités déconcentrées qui renseigneront chacun un document sur leur périmètre d'action, ce qui simplifiera les travaux d'agrégations des données. Le PAA est validé par la personne en charge des achats au sein de la structure. Les données transmises le sont sous forme déclarative mais la personne en charge des achats s'assure, en interne, du caractère auditable de ces données.
7 Quels sont les travaux préalables ?	Cartographier les dépenses par segment/famille d'achat pour identifier ceux à fort enjeux ; lister les fournisseurs par segment, leur nombre et la nature du suivi en place ; identifier les services utilisateurs, bâtir l'échéancier des renouvellements de marchés. Ces actions facilitent grandement la priorisation des actions.
8 Que doit-on renseigner à la programmation pluriannuelle des achats ?	La programmation reste un exercice de prévision. Celle-ci est élaborée à un instant T sans engagement de réalisation. La programmation est à affiner tous les ans. Il convient de recenser, a minima, les actions achat susceptibles de générer le plus de dépenses (principe de Pareto) : 20% des actions produisent 80% de la dépense) et celles pour lesquelles il est envisagé de mettre en oeuvre un ou plusieurs des cinq objectifs de politique publique. Recensez les marchés récurrents, notamment ceux notifiés au dernier bilan, identifiez avec les prescripteurs les actions nouvelles à mener sur les 4 prochaines années, indiquez les actions sur lesquelles une mutualisation externe pourrait être envisagée. Le renseignement de l'ensemble des colonnes du fichier n'est pas indispensable au traitement des données mais concourt à la professionnalisation des achats. Ainsi, les données qu'il convient de renseigner sur le projet achat sont, a minima : sa nomenclature achat, son objet, sa date de notification prévue (a minima au trimestre pour les nouveaux projets), sa durée prévisible, son montant total estimé et si ce projet achat est un renouvellement ou un nouvel achat.
9 Que doit-on renseigner au bilan ?	Le mieux consiste à restituer l'ensemble des achats supérieurs à 25 000€ et, a minima, les actions qui ont généré le plus de dépenses (principe de Pareto) : 20% des actions produisent 80% de la dépense) et celles pour lesquelles un ou plusieurs des cinq objectifs de politique publique ont été mis en oeuvre. Le périmètre du bilan du PAA repose sur la notion d'actions achat qui englobe les marchés, les accords-cadres exécutés par bons de commandes, les marchés subséquents issus d'accord-cadre et les conventions UGAP. Il est également rappelé, qu'un lot notifié égal un marché, le lot doit donc faire l'objet d'une ligne à part entière permettant ainsi de renseigner les différents axes de performance achat mis en oeuvre sur chacun des lots. Toutefois, en cas d'attribution d'un grand nombre de lots aux caractéristiques identiques (durée, date de notification, etc.) à un même fournisseur, ces lots peuvent faire l'objet d'une seule ligne au bilan en sommant le montant total de ces lots et leurs économies achats totales. Il est également rappelé, que les marchés dont la notification était prévue en année N et qui ont été abandonnés, déclarés infructueux ou décalés dans le temps ne doivent pas être renseignés au bilan transmis à la DAE.
10 Au bilan, quelle date dois-je renseigner si les dates de notification et de début d'exécution du marché diffèrent ?	Au bilan, seule la date de notification doit être renseignée. Les objectifs atteints, via la mise en oeuvre des leviers achats dans le cadre du marché, sont comptabilisés au titre de l'année de notification et non à la date de début d'exécution des prestations (au contraire de la logique budgétaire et comptable).
11 Comment mesurer les économies achat ?	Le calcul des économies achats traduit la valeur ajoutée d'une démarche achat et repose sur des hypothèses qui doivent pouvoir être justifiées. Ce calcul relève de l'acheteur. Comme pour l'ensemble des données, le responsable achat s'assure du caractère auditable des justifications apportées par ce dernier et : 1) que les économies achat ont bien été calculées selon la méthode préconisée par la DAE 2) pour les marchés passés en mutualisation, que les économies achat indiquées au PAA relèvent uniquement de ses besoins propres. Le calcul peut procéder d'une analyse comparative des bordereaux de prix tout comme de la définition du besoin ou encore des économies attendues en gestion avec par exemple une rationalisation des fournisseurs sur un segment d'achat. Les différentes méthodes de calcul des économies achat sont consultables sur le site : http://www.operachat.fr/performance-paa/methodologie-de-la-mesure-de-la-performance-achat
12 Qu'est-ce qu'une action de progrès ?	Il s'agit d'actions conduites par un acheteur visant à optimiser l'usage d'un marché et/ou encourager des comportements avec pour conséquence, entre autres, une économie achat (par exemple utiliser davantage les génériques disponibles dans les marchés, rendre obligatoire un montant minimum de commande, etc.). La logique de calcul des économies achats consiste à comparer la situation avant le projet et celle constatée une fois le projet mené à son terme. Chaque action de progrès étant unique, il est nécessaire d'adapter cette formule de calcul en fonction de la typologie de l'action de progrès (politique de consommation différente ou optimisation de l'exécution d'un marché)
13 Économies achat vs économies budgétaires ?	L' économie achat se détermine a priori , à la notification du marché. Les économies budgétaires se constatent a posteriori , tout au long de l'exécution du marché et à son terme. L'économie achat permet de mesurer la performance économique des actions mises en oeuvre, la plus-value de l'acheteur. La traduction de la performance économique en économie budgétaire ne s'opère pas à équivalence (l'économie achat est souvent supérieure à l'économie budgétaire) et nécessite un travail commun entre la direction achat, la direction financière, les directions prescriptrices et, le cas échéant, le contrôleur économique et financier. En effet, il est nécessaire dans le cadre de l'exécution du marché, que les bonnes pratiques, les bons processus se mettent en place pour que les dépenses diminuent sur le segment d'achat sur lequel l'acheteur s'est investi (ex : suivi d'exécution pour constater la diminution des achats dissidents avec son corollaire la rationalisation du panel fournisseurs par type de dépenses). L'économie budgétaire, quant à elle, se constate au niveau d'un segment d'achat sur lequel des actions (marchés, actions de progrès) ont été menées par l'acheteur en cours et au terme de l'échéance des contrats.
14 Quel traitement est réservé à l'extrait de la cartographie achat ?	L'extrait de la cartographie achat porte sur la cartographie des dépenses achat effectuées (mandatées et payées). Elle est traitée en toute confidentialité par la DAE sur la base des données de l'INSEE pour établir, d'une part, l'indicateur "achat auprès des PME" et, d'autre part, l'indicateur "achat innovant". L'indicateur "achat innovant" est mesuré en collaboration avec la DGE (direction générale des entreprises) qui calcule le montant des dépenses réalisées auprès d'entreprises bénéficiant de crédit impôt recherche, de crédit impôt innovation ou bénéficiant du statut de jeune entreprise innovante (données protégées par le secret fiscal). Elle vous est restituée avec des marqueurs significatifs pour les fournisseurs identifiants : leur catégorie économique, leur code d'activité NAF et leur localisation géographique. Ce service est gratuit.
Autres textes	Décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'Etat et relatif à la gouvernance des achats de l'Etat Circulaire du 19 juillet 2016 relative à l'application du décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'Etat et relatif à la gouvernance des achats de l'Etat Circulaire du 10 février 2012 relative à la professionnalisation des achats des établissements publics de l'Etat Annexe achat de circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'Etat

Plan d'actions achat - Programmation années N+1 à N+4 :	2019-2022
Acronyme de l'établissement :	Université Lumière Lyon 2

Indiquez : la nomenclature achat de l'Etat (colonne A) <u>ou</u> le CPV (colonne C). Ceux qui ont recours à la nomenclature NACRES peuvent uniquement renseigner la colonne E						Identité du projet						Mutualisation du besoin		Les cinq objectifs de politique publique								Précisions		
Nomenclat. achat de l'Etat (NAE à 6 chiffres)	Libellé de la NAE	Code CPV (6 chiffres)	Libellé du code CPV	Nomenclature achat interne (ex. NACRES)	Libellé du code de nomenclature achat interne	Objet du projet de marché, du marché subséquent, de l'action de progrès ou du projet d'avenant	Lever achat principal envisagé	Le cas échéant, autre lever achat envisagé	Date de notification prévue	Durée du contrat envisagée, reconductions et tranches fermes comprises	Montant total estimé du futur contrat (reconduction et tranches fermes comprises) ou estimation de la dépense des accords cadres exécutés en bons de commande	Renouvellement ou Nouveau marché	Mutualisation envisagée au sein de l'établissement	Complétez l'encadré (1) de l'onglet "commentaires"	Si oui, précisez le porteur du groupement de commande ou la centrale d'achat concernée	Economie achat prévisionnelle sur la durée totale du marché	Dépenses attendues base 12 mois	Economie achat prévisionnelle base 12 mois	Marché ouvert à une PME	Projet ouvert à l'acquisition de solutions innovantes	Intégration envisagée de dispositions environnementales	Intégration envisagée de dispositions sociales	Divers	
	(formule automatique)		(formule automatique)		(donnée facultative)		(menu déroulant)	(menu déroulant)	(jj/mm/aaaa ou mm/aaaa)	(en mois)	(en euros HT)	(Renouvellement/Nouveau)	(Oui/Non)	(Oui/Non)	(IDAE, PFRA, UGAP, AMUE, UGARES, CARS, FNAE, etc.)	(en euros HT)	(en euros HT)	(en euros HT)	(Oui/Non)	(Oui/Non)	(menu déroulant)	(menu déroulant)		
				BB.02 ; BB.01		Produits d'entretien	Globalisation, mutualisation	Sourcing fournisseurs / benchmark (connaissance offre du marché, connaissance structures de coûts)		48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				0	oui	oui	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	Non	
				FD.01		déménagement + garde-meubles	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)		01/02/2019	48	480000	R	oui	non					oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non		
				IC.31		Réseau Lytes	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)		14/10/2019	60	625000	R	oui	oui	RUE				non	non	non	non		
				AA.64		restaurants	Globalisation, mutualisation	Sourcing fournisseurs / benchmark (connaissance offre du marché, connaissance structures de coûts)	01/05/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				oui	non	non	non		
				DA.02 DA.11 DA.12 DA.13 DC.01 DC.11 EA.02 DB.11 DC.01		déplacements professionnels	Globalisation, mutualisation		01/01/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	UGAP				oui	non	Non	Non		
				AB.02		moblier lot 3 et 4	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)		01/02/2019	48	sans mini max	R	oui	non					oui	oui	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non		
				BE.17		maintenance portails automatiques et barrières	Faire ou faire faire (externalisation)		01/03/2019	48		N	oui	non					oui	non	non	non		
				EB.04		accompagnement collectif (réalisation de diagnostic RPS, médiation collective et/ou appui managérial) + accompagnement de projet ou de transformation)	Globalisation, mutualisation		01/05/2019	48	sans mini max	N	oui	non					oui	non	non	non		
				AA.21 AA.23 AA.42 AA.44		poise alimentaire	Globalisation, mutualisation	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	15/01/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	Non		
				CB.03 ; CB.01		Objets publicitaires	Globalisation, mutualisation	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	05/02/2015	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE			0	oui	non	non	non		
				BF.12 BF.14 BF.15 BF.11		assistance MOA	Globalisation, mutualisation		01/02/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	sur tel bureau de contrôle et SPS	PFRA			oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non		
				EC.04		Formations hygiène et sécurité	Globalisation, mutualisation		01/04/2019	48	sans mini max	N	oui	oui	UGAP				oui	non	non	non		
						signature et parapheur électroniques	Action de progrès		01/01/2019	24		N	oui	non					oui					
				BB.35		gestion des déchets	Globalisation, mutualisation	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	20/12/2019	48	sans mini max	R	oui	non					oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%		Oui, clause d'insertion par l'activité économique (personnes éloignées de l'emploi)	
				IA.22 IA.23 IA.24 IA.25 IA.12		matériels informatiques	Globalisation, mutualisation	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	01/06/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non		
				AC.21 ; AC.41 ; AC.11		solution globale d'impression et matériels d'impression + maintenance et consommables	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	Faire ou faire faire (externalisation)	28/01/2019	48	sans mini max	R	oui	non				0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%		Oui, clause d'insertion par l'activité économique (personnes éloignées de l'emploi)	
				BE.13		Maintenance des installations d'alarme et de détection incendie	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	27/04/2019	48	50 000€ max	R	oui	non				0	oui	non	non	non		
				AC.22		Location de matériels haut volume (reprographie)	Globalisation, mutualisation	...	12/06/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	UGAP				0	oui	non	Oui	Non	
				AC.23 ; AC.31		Reliure et réparation d'ouvrages	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	06/07/2019	48	208 000€ max	R	oui	non				0	oui	non	non	non		
				AC.03		Fourniture et livraison de copies d'examen	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	20/07/2019	48	120 000 €	R	oui	non			30 000	0	oui	non	non	non		
				IB.32		licences ADOBE			18/12/2019	36	360 000 €	R	oui	oui	GNL		120 000	0	oui	non	non	non		
				IB.21		Fourniture de solutions de protection contre les codes malveillants et contre les journaux			15/06/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	GNL				oui	non	non		Oui, dispositif "clause sociale de formation sous statut scolaire" (Education nationale)	
				CH.03 ; CH.04		Abonnement à Discovery Tool	...	...	22/09/2019	48	48 000 €	R	oui	non			12 000	0	oui	non	non	non	
				BA.01		AMO pour élaboration AC d'achat d'énergie électrique	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	01/02/2019	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				0	non	oui	Oui, comme spécification technique ou fonctionnelle	non	
				ID.16		Développements informatiques (externalisation du support)	Faire ou faire faire (externalisation)		01/10/2019	48		N	oui	non				0	oui	non	non	non		
						instruments de musique			01/06/2019	48		N	oui	non				0	oui	non	non	non		
				CG.32 ; CH.21 ; AB.01		Maintenance des bornes de prêt et matériels associées pour les bibliothèques	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	08/12/2019	48	52 000 €	R	oui	non			13 000	0	oui	non	non	non		
				EB.52		Transcription de réunions (audiotypage)	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	20/12/2019	48	320 000 €	R	oui	non			80 000	0	oui	non	non		Oui, marché réservé (EA, ESAT, SIAE et EESS)	
				BD.24		Fourniture de matériels et équipements de chauffage, ventilation et plomberie sanitaire	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	22/12/2019	48	60 000 €	R	oui	non			15 000	0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non		

Indiquez : la nomenclature achat de l'Etat (colonne A) <u>ou</u> le CPV (colonne C). Ceux qui ont recours à la nomenclature NACRES peuvent uniquement renseigner la colonne E						Identité du projet							Mutualisation du besoin			Les cinq objectifs de politique publique								Précisions
														Complétez l'encadré (1) de l'onglet "commentaires"			Pour toutes précisions, complétez l'encadré (2) de l'onglet "commentaires"	(calculée par la DAE)	Pour toutes précisions, complétez l'encadré (3) de l'onglet "commentaires"	Pour toutes précisions, complétez l'encadré (4) de l'onglet "commentaires"				
Nomenclat. achat de l'Etat (NAE à 6 chiffres)	Libellé de la NAE	Code CPV (8 chiffres)	Libellé du code CPV	Nomenclature achat interne (ex. NACRES)	Libellé du code de nomenclature achat interne	Objet du projet de marché, du marché subséquent, de l'action de progrès ou du projet d'avenant	Lever achat principal envisagé	Le cas échéant, autre lever achat envisagé	Date de notification prévue	Durée du contrat envisagée, reconductions et tranches fermes comprises	Montant total estimé du futur contrat (reconduction et tranches fermes comprises) ou estimation de la dépense des accords-cadres exécutés en bons de commande	Renouvellement ou Nouveau marché	Mutualisation envisagée au sein de l'établissement	Mutualisation avec des entités extérieures ou externalisation de la procédure envisagée	Si oui, précisez le porteur du groupement de commande ou la centrale d'achat concerné	Economie achat prévisionnelle sur la durée totale du marché	Dépenses attendues base 12 mois	Economie achat prévisionnelle base 12 mois	Marché ouvert à une PME	Projet ouvert à l'acquisition de solutions innovantes	Intégration envisagée de dispositions environnementales	Intégration envisagée de dispositions sociales	Divers	
	(formule automatique)		(formule automatique)		(divisée par 1000000)		(menu déroulant)	(menu déroulant)	(jj/mm/aaaa ou mm/K/aaaa)	(en mois)	(en euros HT)	(Renouvellement/No. nouveau)	(Oui/Non)	(Oui/Non)	(DAE, PPRA, UGAP, AMUE, UCANSS, FMEIS, F&E, etc.)	(en euros HT)	(en euros HT)	(en euros HT)	(Oui/Non)	(Oui/Non)	(menu déroulant)	(menu déroulant)		
				EB.32		Accompagnement des personnes en surendettement	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	17/03/2020	48	12 000 €	R	oui	non				3 000	0	oui	non	non	non	
				AE.01 AE.02 AE.03		Fourniture de matériels de sport	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)		13/11/2020	48	180 000 €	R	oui	non				45 000	0	oui	non	non	non	
				B.01 RG.01		téléphone fixe	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)		17/04/2020	36	sans mini max	R	oui	oui	UGAP				0	non	non	oui	non	
				EA.01 à EA.11 EA.21 EA.22		assurance	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)		31/12/2020	48	328 000 €	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				IH.01		Maintenance des équipements téléphoniques	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)		25/01/2020	36	180 000 €	R	oui	non				60 000	0	oui	non	non	non	
				BD.01 : BE.17 : BE.03		Maintenance des toitures ardoises	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	14/04/2020	48	90 000 €	R	oui	non				22 500	0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				BE.16		Curage des réseaux	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	28/04/2020	48	80 000 €	R	oui	non				20 000	0	oui	non	non	non	
				BB.13		Nettoyage des vitres	Globalisation, mutualisation	...	08/05/2020	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	Oui, combinaison critère d'attribution et condition d'exécution ou spécification technique ou fonctionnelle	non	
				BE.13		Maintenance et entretien des installations de désenfumage, des extincteurs et colonnes sèches	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	09/05/2020	48	366 000 €	R	oui	non				91 500	0	oui	non	non	non	
				BE.17		Exploitation et maintenance de la gestion technique centralisée (GTC)	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	22/05/2020	48	60 000 €	R	oui	non				15 000	0	oui	non	non	non	
				BD.12		Fourniture de peintures, petits matériels et petits outillages	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	09/06/2020	48	80 000 €	R	oui	non				20 000	0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				CE.11 : CE.12 : CE.13 : CE.14		Abonnements	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	11/09/2020	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				B.32 : B.34		Logiciel de gestion de la mobilité internationale	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	18/09/2020	48	88 000 €	R	oui	non				22 000	0	oui	non	non	non	
				BE.03		Remise en état des toitures terrasses et réparation de l'étanchéité	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	16/06/2021	48	250 000€ max/an	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				B.32 : B.34		Solution logicielle de gestion du patrimoine immobilier	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	05/10/2021	60	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				BD.11: BE.11		Fourniture de Volets roulants extérieurs	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	13/02/2021	48	240000	R	oui	non				60 000	0	oui	non	non	non	
				BD.11		Fourniture de films pour vitrage intérieurs ou extérieurs	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	13/02/2021	48	160000	R	oui	non				40 000	0	oui	non	non	non	
				BD.11		Fourniture de stores et rideaux intérieurs	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	13/02/2021	48	240000	R	oui	non				60 000	0	oui	non	non	non	
				B.02 : RG.02		Téléphone mobile	...	...	11/01/2021	24	sans mini max	R	oui	oui	UGAP				0	non	non	non	non	
				BE.08		Travaux de VRD	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	08/10/2021	48	150 000€max/an	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				BG.21		Fourniture et installation de mobilier extérieur	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	08/10/2021	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				BD.01 : BD.02 : BD.21		Fourniture de matériels électriques	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	08/05/2021	48	70 000max/an	R	oui	non					0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				BE.17		Maintenance des éclairages des amphithéâtres	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	08/05/2021	48	20 000€max/an	R	oui	non					0	oui	non	Oui, combinaison critère d'attribution et condition d'exécution ou spécification technique ou fonctionnelle	non	
				CE.42		Fourniture de DVD et BLU-RAY	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	04/07/2021	48	32 000max/an	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				EB.51		Traductions	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	10/12/2021	48	140 000max/an	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				HA.04		Fourniture vêtements professionnels pour les services espaces verts et les ateliers	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	23/07/2021	48	61 000max/an	R	oui	non					0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	

Identité du projet										Mutualisation du besoin			Les cinq objectifs de politique publique								Précisions			
Indiquez : la nomenclature achat de l'Etat (colonne A) <u>ou</u> le CPV (colonne C). Ceux qui ont recours à la nomenclature NACRES peuvent uniquement renseigner la colonne E													Complétez l'encadré (1) de l'onglet "commentaires"		Pour toutes précisions, complétez l'encadré (2) de l'onglet "commentaires"	(calculée par la DAE)	Pour toutes précisions, complétez l'encadré (3) de l'onglet "commentaires"	Pour toutes précisions, complétez l'encadré (4) de l'onglet "commentaires"						
Nomenclat. achat de l'Etat (NAE à 6 chiffres)	Libellé de la NAE	Code CPV (8 chiffres)	Libellé du code CPV	Nomenclature achat interne (ex. NACRES)	Libellé du code de nomenclature achat interne	Objet du projet de marché, du marché subséquent, de l'action de progrès ou du projet d'avenant	Lever achat principal envisagé	Le cas échéant, autre lever achat envisagé	Date de notification prévue	Durée du contrat envisagée, reconductions et tranches fermes comprises	Montant total estimé du futur contrat (reconduction et tranches fermes comprises) ou estimation de la dépense des accords- cadres exécutés en bons de commande	Renouvellement ou Nouveau marché	Mutualisation envisagée au sein de l'établissement	Mutualisation avec des entités extérieures ou externalisation de la procédure envisagée	Si oui, précisez le porteur du groupement de commande ou la centrale d'achat concerné	Economie achat prévisionnelle sur la durée totale du marché	Dépenses attendues base 12 mois	Economie achat prévisionnelle base 12 mois	Marché ouvert à une PME	Projet ouvert à l'acquisition de solutions innovantes	Intégration envisagée de dispositions environnementales	Intégration envisagée de dispositions sociales	Divers	
				BE.15		Maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	25/08/2021	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				FB.02		Acheminement en messagerie de colis en France métropolitaine, vers les DOM-COM, vers l'Europe et le reste du monde	...	...	24/07/2021	48	sans mini max	R	oui	oui	UGAP				0	non	non	non	non	
				IA.01; IA.11; IA.12; IA.21; IA.24; IA.25; IA.31; IA.32; IA.41; IA.42; IA.43		Matière 4	...	...	30/06/2021	48	sans mini max	R	oui	oui	AMUE				0	non	non	non	non	
				BD.04 BD.15 RA.23 RA.22		Fourniture de quincaillerie	Globalisation, mutualisation		31/12/2021	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				BA.02		fourniture de gaz	Globalisation, mutualisation		30/06/2021	36	sans mini max	R	oui	oui	UGAP				0	non	non	non	non	
				B.32		Acquisition d'un logiciel anti-plagiat	Globalisation, mutualisation	...	31/08/2021	48	9391.216 HT	R	oui	oui	UDL				0	oui	non	non	non	
				B.12		Licences SAS	Globalisation, mutualisation	...	13/11/2021	48	sans mini max	R	oui	oui	GNL				0	non	non	non	non	
				B.34		TMAE SIFAC	Globalisation, mutualisation		29/10/2021	48	23000	R	oui	oui	AMUE				0	non	non	non	non	
				B.32		Logiciels généralistes	Globalisation, mutualisation	...	02/12/2021	48	20 000 €	R	oui	oui	GNL		5 000		0	non	non	non	non	
				EB.16 ; EC.07		RGAA	Globalisation, mutualisation	...	21/11/2021	48	sans mini max	R	oui	oui	DAE				0	non	non	non	non	
				BC.01		Gardiennage, surveillance et sécurité incendie	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	02/01/2022	48	400000	R	oui	non			100 000		0	oui	non	non	non	
				BB.11		nettoyage des locaux	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	31/03/2022	48	1600000	R	oui	non			400 000		0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				EC.05		Formation en management	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	18/03/2022	48	100000	R	oui	non			25 000		0	oui	non	non	non	
				BQ.21		taille, élagage et abattage	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	03/05/2022	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	Oui, combinaison critère d'attribution et condition d'exécution ou spécification technique ou fonctionnelle	Oui, marché réservé (EA, ESAT, SIAE et EESS)	
				IG.01 IG.03 IG.01 IG.04 IG.01 IG.11		téléphone IP	...	...	06/12/2022	48	1720000	R	oui	oui	UGAP		430 000		0	non	non	non	non	
				BE.11 BE.09		Maintenance et mise en conformité des appareils élévateurs	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	04/06/2022	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				AC.01		fourniture de papier	Globalisation, mutualisation	...	21/06/2022	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				AA.63		traiteur	Globalisation, mutualisation	...	02/07/2022	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				B.34 IG.16		logiciel réseau des anciens	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	30/05/2022	48	100000	R	oui	non			25 000		0	oui	non	non	non	
				FB.01		remise et collecte du courrier	Globalisation, mutualisation	...	05/06/2022	48	24000	R	oui	oui	UGAP		6 000		0	non	non	non	non	
				EB.61 EB.63		avocats	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	04/06/2022	48	400000	R	oui	non			100 000		0	oui	non	non	non	
				CE.03 CE.01 CE.34 CE.05		ouvrages de bibliothèques	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	15/07/2022	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	non	non	non	
				CH.21 CH.01		maintenance et prestations de développement du SIGB Kuba	Optimisation de la contractualisation (clauses prix, pénalités, ...)	...	30/08/2022	48	120000	R	oui	non			30 000		0	oui	non	non	non	
				AB.02		moblier	Globalisation, mutualisation	...	01/10/2022	48	sans mini max	R	oui	non					0	oui	oui	Oui, comme critère d'attribution ≥10%	non	
				AB.01		fournitures administratives	Globalisation, mutualisation	...	08/07/2022	48	sans mini max	R	oui	oui	RUE				0	oui	non	oui	oui	
				CC.01 CC.02 CC.03		veille média	Optimisation du besoin (bilan du marché avec groupe utilisateurs, meilleure qualité, réduction nombre références, ...)	...	11/11/2022	48	40000	R	oui	non			10 000		0	oui	non	non	non	
															0		0			...	...
																	0			...	...
																	TOTAL	1 860 000	0					

